



INEE

An international network for education in emergencies
 Un réseau international pour l'éducation en situations d'urgence
 Una red internacional para la educación en situaciones de emergencia
 Uma rede internacional para a educação em situações de emergência
 الشبكة العالمية لوكالات التعليم في حالات الطوارئ



Ushirika wa Maendeleo ya Elimu Barani Afrika
 الرابطة لأجل تطوير التربية في إفريقيا
 Association for the Development of Education in Africa
 Association pour le développement de l'éducation en Afrique
 Associação para o Desenvolvimento da Educação em África



USAID
 FROM THE AMERICAN PEOPLE

Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (MEPSP) de la République
 Démocratique du Congo (RDC)

Groupe de travail de l'INEE sur l'éducation et la fragilité
 UNICEF

Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
 Agence des États-Unis pour le développement international (USAID)

Forum de dialogue politique sur l'éducation et la paix en République démocratique du Congo

Kinshasa, 4 - 6 octobre 2012



Remerciements

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (MEPSP) de la République démocratique du Congo (RDC), en collaboration avec le réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), l'UNICEF en RDC, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), tiennent à remercier tous les participants pour la richesse des débats et leurs précieuses contributions au cours du Forum de dialogue politique. Nous tenons à remercier le ministère des Affaires sociales, le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, le ministère des Affaires foncières, le ministère du Plan, le ministère des Finances, le ministère des Médias et des Relations avec le Parlement, le ministère de la Justice et des droits humains, et la Radio et la télévision nationale congolaise pour leur participation et leurs remarquables contributions aux débats et aux résultats finaux du Forum.

Nous remercions S.E. Monsieur le Ministre Maker Mwangi Famba pour son leadership et son engagement pour la paix à travers l'éducation et pour permettre aux différentes organisations partenaires d'unir leurs efforts avec ceux du ministère dans cette importante entreprise. Nous remercions également M. Dieudonné Lufunisabo Bundoki, Secrétaire général du MEPSP; Diana Putman, Directrice de la Mission USAID en RDC; Ronja Hoelzer, représentante de la GIZ auprès du Groupe de travail de l'INEE sur l'éducation et la fragilité ; Barbara Bentein, Directrice de l'UNICEF en RDC ; Sylvie Fouet, Représentante adjointe de l'UNICEF en RDC ; et Mohamed Chérif Diarra, Coordonnateur du Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques, pour leurs interventions en ouverture et en clôture de la réunion. Nous tenons aussi à remercier tout particulièrement S.E. Mme Maguy Rwakabuba Ribagiza, Vice-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la RDC, pour sa participation aux discussions du Forum de dialogue politique.

La logistique a été assurée par le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, en collaboration avec l'UNICEF en RDC. Nous saluons la participation active aux préparatifs et au cours du Forum de dialogue politique, de Jacques Yuma, Jovin Mukadi Tsangala, Valère Munhya, Néné Kanene Famba et Nicolas Muhigirwa du MEPSP, sans lesquels cette réunion n'aurait pas été possible. Nous remercions également Cecilia Baldeh (UNICEF), Tracy Sprott (UNICEF), Friedrich Affolter (UNICEF), Mohamed Chérif Diarra (ADEA) Houraye M. Anne (ADEA), Aliou Tall (USAID) et Maria Lucia Uribe Torres (INEE) qui ont fait preuve de leur soutien indéfectible et qui ont contribué au succès de cet événement.

Nos remerciements s'adressent également à Bongolo Lebadu (Ministère du Plan), Maurice Ilunga (Ministère des Affaires sociales) Taib Diallo (Bureau intégré de la MONUSCO), Charline Burton (Search for Common Ground), Charles Gitau Mwaniki (Ministère de l'Education du Kenya et chef du Pôle de qualité inter pays de l'ADEA sur l'éducation pour la paix), Mabiala Ma-Umba (International Rescue Committee), Luc Lutala (Espoir pour Tous), El Hadj Meissa Diop (UNESCO), Aben Ngay (Education Development Center) et Nona Zicherman (UNICEF) pour leurs présentations.

Nous remercions tout particulièrement l'Open Society Initiative for Southern Africa (OSISA) pour avoir accueilli la réunion préparatoire avec les ONG ; nous remercions également les représentants des ONG, les enseignants et les associations de parents et les réseaux conventionnés pour leur participation active aux réunions préparatoires ainsi que pour leurs contributions à l'élaboration du programme du Forum de dialogue politique.

Ce rapport a été rédigé par Maria Lucia Uribe Torres (INEE) avec la contribution des autres organisateurs.

Table des matières

Le contexte	5
Les fondements	6
Les buts et objectifs.....	7
Les résultats obtenus.....	8
Vue d'ensemble.....	8
Processus et méthodologies	9
Programme et résultats.....	9
Session d'ouverture.....	9
Poser les bases: Education, fragilité et conflit	10
Le contexte de la RDC	11
La RDC, membre du « New Deal ».....	12
Les efforts de stabilisation et de transition en RDC	12
UNICEF et Search for Common Ground	13
Education et conflits.....	15
ADEA – La reconstruction du secteur éducatif.....	17
Résumé des stratégies et des politiques qui ont fait l'objet des discussions pendant la première journée	23
Les politiques et stratégies gouvernementales qui font la promotion de l'éducation pour la paix	25
Plan Intérimaire pour l'éducation en RDC	25
Le partage d'expériences – Politiques et stratégies en soutien du processus de consolidation de la paix.....	27
La reconstruction de l'éducation au Kenya	27
La reconstruction de l'éducation au Libéria	29
Le partage d'expériences – Les programmes en faveur de la consolidation de la paix en RDC	30
International Rescue Committee (IRC) – L'équité en matière d'accès à une éducation fondamentale et primaire de qualité.....	30
Espoir pour Tous – Le travail avec les populations autochtones et les enfants des rues.....	31
UNESCO – Bâtir une culture de la paix	32
UNICEF - Programme d'assistance élargie aux retours (<i>Programme of Expanded Assistance to Returns</i> - PEAR Plus Phase).....	32
Les recommandations politiques, stratégiques et programmatiques pour l'éducation, en vue de soutenir les efforts de paix	34
Conclusions et mécanismes de suivi.....	40
Annexe I. Agenda du Forum de dialogue politique	42
Annexe II. Liste des participants	45

Liste des acronymes

ADEA:	Association pour le Développement de l'Education en Afrique
CAT:	Cellule d'Appui Technique
DSCRП:	Document de Stratégie de la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté
FDP:	Forum de Dialogue Politique
GTEF:	Groupe de travail de l'INEE sur l'éducation et la fragilité
GTGEAP :	Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques
INEE:	<i>Inter-Agency Network for Education in Emergencies</i> – Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence
ISSSS:	Stratégie Internationale pour le Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation
MEPSP:	Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel
MONUSCO:	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République Démocratique du Congo.
OMD:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OPEQ:	Opportunités pour un accès équitable à une éducation de base de qualité
PEAR:	Programme d'assistance élargie aux retours - <i>Programme of Expanded Assistance to Returns</i> –
PIE:	Plan Intérimaire pour l'Education
PBEAP :	<i>Peace Building, Education and Advocacy Programme</i> - Programme de l'UNICEF pour la consolidation de la paix, l'éducation et le plaidoyer
PQIP:	Pôle de qualité inter-pays de l'ADEA
PTF:	Partenaires Techniques et Financiers
SIGE:	Système d'information et de gestion de l'éducation
STAREC:	Programme de Stabilisation et de Reconstruction (dans l'Est de la RDC)
SWAP:	<i>Sector-Wide Approach</i> – Approche sectorielle
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNESCO:	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture
USAID:	Agence des États-Unis pour le développement international

Le contexte

Le réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE), l'UNICEF, l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) sont des organisations qui soutiennent la promotion d'une éducation de qualité, adaptée et équitable.

L'INEE est un réseau mondial ouvert, composé de représentants des ONG, des agences des Nations Unies, des organismes donateurs, des gouvernements, des institutions universitaires, des écoles et des populations victimes. Tous les membres travaillent ensemble dans un cadre humanitaire et de développement afin de garantir à toute personne le droit à une éducation de qualité, adaptée et à un environnement d'apprentissage sûr, dans les situations d'urgence et de relèvement d'après-crise. L'ADEA est un réseau de décideurs politiques, praticiens et chercheurs. Sa vocation principale est d'offrir un espace pour le dialogue politique autour des thèmes de l'éducation en Afrique et d'organiser la collaboration entre les ministères de l'éducation des pays africains et les acteurs du développement en Afrique. L'UNICEF est une agence d'aide humanitaire et de développement qui se consacre à apporter une aide vitale aux enfants et à protéger leurs droits en toutes circonstances. Les récents travaux de l'UNICEF sur la construction de la paix à travers l'éducation font la promotion des connaissances, des compétences, des attitudes et des valeurs nécessaires aux changements de comportement, permettant ainsi aux enfants, jeunes et adultes de prévenir les conflits et la violence, de régler pacifiquement les conflits et de créer des conditions favorables à la paix. De son côté, l'USAID s'engage à accroître l'accès équitable à l'éducation en situations de crises et de conflits. La nouvelle stratégie éducative de l'USAID reconnaît le possible rôle stabilisateur de l'éducation dans les situations de fragilité. L'USAID s'engage en ce sens pour consolider le consensus autour des meilleures approches et réduire la fragilité à travers l'éducation, tout en assurant un accès équitable pour tous.

Le **Groupe de travail sur l'éducation et la fragilité (GTEF)**¹ a été créé début 2008 au sein de l'INEE pour remplir le rôle de coordonnateur interinstitutionnel des diverses initiatives et catalyser les actions concertées sur le thème de l'éducation et la fragilité. Le Groupe de travail s'était vu confier tout d'abord un mandat de deux ans qui s'est terminé en Mars 2011. Un nouveau groupe de travail a été mis en place en Octobre 2011, avec la participation de 26 organismes membres. Le nouveau GTEF a un mandat de deux ans pour la période 2011-2013, en adéquation avec la mission de l'INEE: Assurer à toutes les personnes une éducation de qualité, adaptée, et un environnement d'apprentissage sûr, à travers la prévention, la préparation, l'intervention et le relèvement, dans des contextes touchés par les crises.

La mission spécifique du GTEF est de contribuer à la mise en place d'une éducation adaptée aux situations de crises, dans des contextes fragiles et touchés par les conflits, à travers la collaboration interinstitutionnelle aux niveaux mondial, régional et national. Afin de remplir cette mission, le GTEF s'est fixé deux objectifs:

- Procurer un espace de dialogue et de partage d'informations sur le rôle de l'éducation dans la construction de l'État et la consolidation de la paix ;
- Promouvoir, dans des contextes fragiles, des approches éducatives qui intègrent la dimension des conflits pour influencer les décideurs politiques à tous les niveaux.

Dans le cadre de ses activités visant à ouvrir le dialogue sur le rôle de l'éducation dans la construction de la paix au niveau national et de son travail de collaboration avec les décideurs politiques pour intégrer la dimension des conflits dans l'éducation, le GTEF a réalisé au cours des dernières années, une série de consultations en vue d'apporter son soutien aux acteurs locaux dans le cadre de la mise en place, du renforcement et du développement de la planification et

¹ Retrouvez la liste complète des membres en vous rendant sur le site: <http://www.ineesite.org/fr/education-fragilite/groupe-de-travail/>

programmation d'une éducation adaptée aux situations de conflits. Des consultations ont eu lieu à Sarajevo, Addis-Abeba et Juba, rassemblant autour d'une même table ministères de l'éducation, agences des Nations Unies, donateurs et organisations de la société civile, avec l'objectif d'accompagner l'élaboration de stratégies éducatives contextualisées, et ainsi atténuer les conflits et faciliter la transition vers le développement de long terme.

Dans le cadre de la Triennale 2012 de l'ADEA, le Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques (GTGEAP) a entrepris un projet de recherche sur la reconstruction de l'éducation dans quatre pays africains en situation post-conflit (République démocratique du Congo, Kenya, Libéria et Zimbabwe). Cette recherche se base sur deux grands cadres de développement: le premier se réfère à l'approche holistique de l'éducation, défendue par l'ADEA, qui préconise que toutes les formes d'éducation soient reconnues, indépendamment de leurs publics cibles, du mode ou du type de prestation. Le second cadre, qui recoupe singulièrement la mission de l'INEE, est celui du Pôle de qualité inter-pays de l'ADEA (PQIP) sur l'éducation pour la paix, créé en 2010 en tant que forum d'échange pour les pays confrontés aux enjeux de la reconstruction de l'éducation dans un contexte d'après-crise. Sa mission principale est de promouvoir l'utilisation des systèmes éducatifs comme un instrument pour la reconstruction, la prévention / résolution des conflits, et la construction de la nation.

L'UNICEF a lancé en 2012 un nouveau plan quadriennal en faveur de la consolidation de la paix, l'éducation et le plaidoyer dans 14 pays, dont la RDC, avec une subvention de 150 millions de dollars versée par le gouvernement des Pays-Bas, et conçu sur la base d'un partenariat entre l'UNICEF, le Gouvernement des Pays-Bas, les gouvernements nationaux des pays participants et d'autres partenaires clés. Il s'agit d'un programme intersectoriel innovant, axé sur l'éducation et la consolidation de la paix, et qui vise à renforcer la résilience, la cohésion sociale et la sécurité humaine dans des contextes de conflit, y compris dans les pays à risque d'être l'objet d'un conflit, ou encore en phase de relèvement suite au conflit. Les pays ont été sélectionnés en Asie de l'Est et Pacifique, Asie du Sud, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique orientale et australe, Afrique centrale et occidentale.

L'USAID est un membre du GTEF de l'INEE et apporte son soutien aux actions qui visent à faire progresser l'éducation dans des contextes fragiles et touchés par les conflits. En RDC, l'USAID œuvre en faveur d'une plus grande stabilité à travers la réduction des causes et des conséquences des conflits. Les activités de l'USAID en matière d'éducation en RDC ont permis de promouvoir l'accès en baissant les frais de scolarité et ont contribué à l'amélioration de la qualité de l'éducation à travers la formation des enseignants et la distribution de matériel pédagogique. Les programmes encouragent également la participation de la communauté dans la gestion des écoles dans le but d'accroître les taux de fréquentation, en particulier chez les filles, et de réduire les conflits en luttant contre la corruption et l'exclusion des groupes les plus vulnérables.

Les fondements

Sur un continent touché par la résurgence et la multiplication des conflits², il est devenu impératif de promouvoir davantage l'éducation comme un instrument de cohésion sociale, capable de contribuer à la paix et à la construction de l'État. L'éducation est en effet un moyen de développer des attitudes, des compétences et des comportements, qui ensuite permettent aux personnes de prévenir la violence et de traiter pacifiquement les conflits auxquels ils font face. Les études réalisées nous montrent que les systèmes éducatifs jouent effectivement un rôle clé dans ce processus.

En ce sens, afin de tirer parti des synergies entre les différentes initiatives éducatives en cours, le GTEF de l'INEE, l'UNICEF en République démocratique du Congo (RDC), l'USAID et le

² En 2010, 22 pays africains sur 53 ont vécu des conflits de diverses natures.

GTGEAP de l'ADEA ont décidé d'organiser un forum de dialogue politique en RDC, un pays qui a connu des conflits à répétition depuis près d'une vingtaine d'années. Ces années de conflit ont miné le système éducatif, en causant des déplacements massifs d'étudiants et de professeurs, contribuant à l'érosion des capacités institutionnelles et humaines, et en compromettant la sécurité des enfants et des jeunes à travers le recrutement forcé par les forces armées. La RDC est un des pays où l'UNICEF expérimente son programme de consolidation de la paix, d'éducation et de plaidoyer (*Peace Building, Education and Advocacy Programme – PBEAP*). C'est également un des pays en développement membre du Partenariat mondial pour l'éducation (PME) et un membre du Pôle de qualité inter-pays de l'ADEA (PQIP) sur l'éducation pour la paix.

Dans le cadre du programme PBEAP, l'UNICEF en RDC, en partenariat avec Search for Common Ground, a réalisé une analyse de conflit croisée avec le thème de l'éducation dans quatre provinces, en s'appuyant sur des études de conflits déjà effectuées au cours des dernières années par la MONUSCO et Search for Common Ground. Cette analyse a permis d'identifier quelques facteurs clés du conflit et a servi de référence pour la conception des nouveaux programmes avec le financement des Pays-Bas. Les études de cas de l'ADEA portant sur la reconstruction des systèmes éducatifs en RDC, au Kenya, au Libéria et au Zimbabwe, identifient aussi les possibles causes du conflit et soulignent l'impact négatif de la violence sur les systèmes éducatifs, pour ensuite se pencher sur la réponse sectorielle dans les domaines clés de la coordination, de la planification, de l'élaboration des politiques, du financement et du pilotage. Le Forum de Dialogue Politique s'est alimenté des résultats de ces travaux de recherche entrepris par l'UNICEF et l'ADEA en RDC, ainsi que les expériences d'autres pays qui font partie du programme de l'UNICEF, ou encore qui font l'objet d'une étude de l'ADEA sur la reconstruction des systèmes éducatifs. L'approche consistait à examiner l'ensemble du secteur éducatif, avec une attention particulière portée à l'analyse du plan intérimaire pour l'enseignement primaire, secondaire et professionnel.

La collaboration entre l'INEE, l'UNICEF, l'USAID – membres du Groupe de travail de l'INEE sur l'éducation et la fragilité – et l'ADEA sous l'impulsion du Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel (MEPSP) de la RDC, était une excellente opportunité pour les partenaires de se réunir pour analyser et comprendre les multiples facettes de l'éducation en RDC, en croisant les regards et points de vue des différentes parties prenantes ; ce aux fins d'élaborer une feuille de route pour la consolidation de la paix à travers l'éducation. Cette feuille de route a été conçue à des fins de faciliter le suivi et d'appuyer un processus déjà entamé au niveau national. Cet exercice a également permis de consolider le partenariat avec le MEPSP.

Les buts et objectifs

Le principal objectif du Forum de dialogue politique était d'identifier les stratégies et politiques éducatives au niveau national, qui tiennent compte de la dimension conflit et qui contribuent au processus de consolidation de la paix, en conformité avec priorités nationales. Le Forum s'est également tenu dans l'espoir de susciter une réponse sectorielle face au problème en question.

Le Forum de dialogue politique était articulé autour des trois objectifs spécifiques suivants :

1. Identifier les facteurs clés du conflit et le rôle de l'éducation soit dans le sens de l'atténuation soit de l'exacerbation des conflits. A travers les présentations des analyses de conflits en cours, les participants ont analysé leur impact sur les politiques éducatives, sur le système éducatif, sur le contenu des apprentissages et sur la prestation de services éducatifs.
2. Partager les expériences programmatiques et débattre avec les participants des autres pays de leurs politiques éducatives qui contribuent effectivement à l'atténuation des conflits et à la consolidation des processus de paix.
3. Identifier des stratégies, politiques et programmes éducatifs concrets dont la RDC aurait besoin pour faire de l'éducation un vecteur de paix. Les participants ont identifié des

stratégies en adéquation avec les priorités nationales et qui portent sur la planification et programmation de l'éducation, son financement et sa gestion.

Il était attendu de ce processus de consultation qu'il aboutisse au renforcement des capacités institutionnelles nationales pour promouvoir l'émergence d'un système éducatif qui intègre véritablement la dimension du conflit, et en ce sens contribuer à la construction de l'État et de la paix dans le pays. Le Forum de dialogue politique s'est conclu avec l'élaboration d'une feuille de route claire et avec l'identification des mécanismes de suivi, qui ont ensuite été partagés entre le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, l'INEE, l'UNICEF, l'ADEA, et l'USAID, ainsi qu'avec d'autres acteurs impliqués dans le processus, en ayant comme objectif d'influer sur l'élaboration de programmes concernant la RDC dans le cadre à la fois du Programme de consolidation de la paix de l'UNICEF (*Peace Building Programme - PBEAP*) et du Programme du PQIP de l'ADEA sur l'éducation pour la paix.

Les résultats obtenus

Les résultats du Forum de dialogue politique sont ainsi résumés:

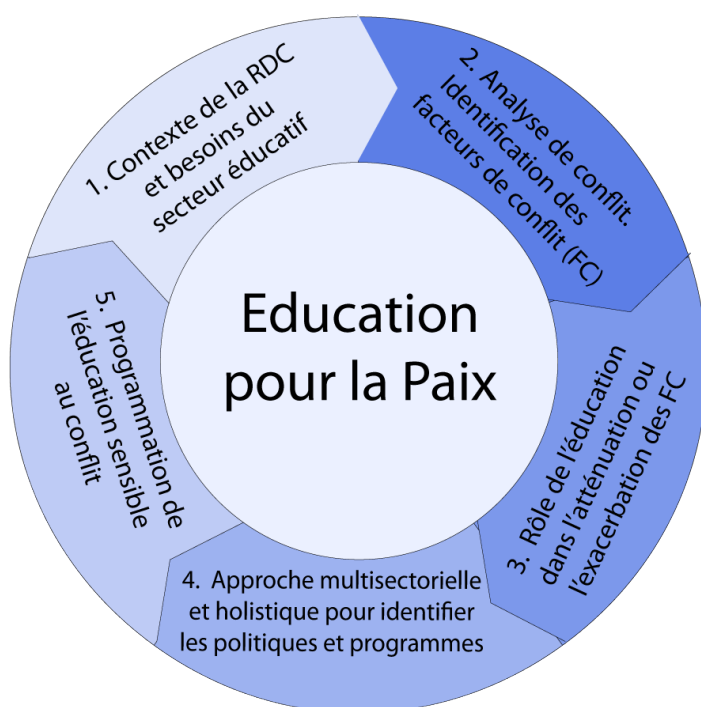
1. Un cadre de dialogue politique inclusif de toutes les parties prenantes a été créé et des voies possibles pour amender certaines directives politiques nationales ont été identifiées;
2. Des stratégies concrètes, en adéquation avec les priorités nationales, ont été identifiées pour être intégrées à la fois dans le Programme de consolidation de la paix de l'UNICEF ainsi que dans le Programme du PQIP de l'ADEA sur l'éducation pour la paix;
3. Les stratégies de gestion, de financement, de suivi et d'évaluation du système éducatif ont été révisées en suivant une approche plus holistique et sectorielle, et en tenant compte des problématiques du conflit;
4. Des recommandations clés ont été formulées et une feuille de route a été adoptée.

Vue d'ensemble

Le Forum de dialogue politique a réuni des participants du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel du niveau central et de six provinces, des représentants du Ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire, du Ministère des Affaires Sociales, du Ministère des Affaires Foncières, du Ministère des Finances, du Ministère du Plan, du Ministère des Médias et des Relations avec le Parlement, du Ministère de la Justice et des droits humains, des membres des partenaires techniques et financiers (PTF): Agence belge de développement, l'UNICEF, l'UNESCO, l'USAID, DFID, GIZ ; des ONG internationales et locales ; des représentants des associations de parents, des syndicats enseignants, des réseaux conventionnés ; et d'autres partenaires techniques tels que l'INEE et l'ADEA.

25 journalistes provenant de plusieurs agences et de la *Radio Télévision Nationale Congolaise* ont également assisté à la première journée du Forum de dialogue politique, à l'issue de laquelle une conférence de presse a été organisée. Cela a permis non seulement de renforcer les capacités des journalistes pour traiter des questions liées au conflit et à la consolidation de la paix, mais aussi de les sensibiliser sur l'importance de l'éducation pour atténuer et prévenir les conflits, ainsi qu'au rôle que les médias peuvent jouer à travers une forme d'éducation informelle.

Processus et méthodologies



Le déroulement du Forum de dialogue politique (illustré dans le diagramme ci-contre) reflète l'adoption d'une approche holistique, ainsi que l'articulation des différentes composantes qui constituent les piliers de la planification et de la programmation d'une éducation sensible au conflit. Les principaux axes du Forum de dialogue politique étaient : l'identification des facteurs clés de conflits ; l'analyse de leur impact sur l'éducation, qui se traduit soit par l'atténuation soit par l'exacerbation des conflits ; et l'identification des politiques, des stratégies et des programmes d'éducation qui peuvent contribuer à la réduction ou à la prévention des conflits, et

soutenir le processus de consolidation de la paix. Le Forum de dialogue politique a été élaboré en adoptant une approche multisectorielle, à la fois pour mieux comprendre le contexte socio-politique, économique, environnemental et sécuritaire de la RDC dans sa globalité, et également pour développer des partenariats stratégiques et veiller à ce que le système éducatif soit conçu comme un vecteur de paix. Il était particulièrement important de mettre l'accent sur les complexités du système éducatif, en tenant compte des structures de gestion et de financement, du développement des curricula ainsi que celui de la profession enseignante, des infrastructures et des espaces d'apprentissage, de l'accès et de la rétention dans le système éducatif.

Ce processus a permis une compréhension globale du système, de ses relations avec d'autres secteurs, et de la réponse du secteur éducatif pour atténuer et prévenir les problèmes de fragilité et de conflit.

Programme et résultats

Session d'ouverture

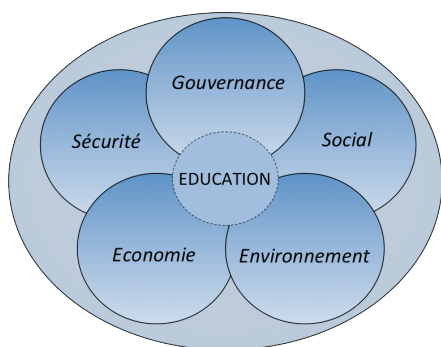
Le Forum de dialogue politique s'est ouvert avec une allocution de S.E. Monsieur le Ministre Maker Mwangu Famba, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la RDC. Le ministre a souligné l'engagement du ministère pour consolider le système éducatif de la RDC et élaborer un programme d'éducation pour la paix répondant aux besoins et aux défis auxquels le pays est confronté. M. Dieudonné Lufunisabo Bundoki, Secrétaire général du MEPSP, Mme Diana Putman, Directrice de la Mission de l'USAID en RDC, Mme Ronja Hoelzer, représentante de la GIZ au sein du Groupe de travail de l'INEE sur l'éducation et la fragilité, Mme Sylvie Fouet, Représentante adjointe de l'UNICEF en RDC, et Dr Mohamed Chérif Diarra, Coordonnateur du Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques, ont également exprimé leur volonté de travailler en partenariat avec le gouvernement congolais, la société civile et autres acteurs clés pour assurer le développement d'une éducation de qualité, équitable, et inclusive, dans un environnement d'apprentissage sûr, qui puisse devenir un vecteur de paix. Ils ont tous exprimé leur préoccupation concernant la

situation en RDC, en particulier dans l'Est du pays, et ont souligné leur engagement et leur volonté de veiller à ce que tous les enfants de la RDC aient accès à l'éducation et que leur environnement d'apprentissage soit protégé contre les menaces et les attaques.

Dr Valère Munhya, coordonnateur de la Cellule d'appui technique du MEPSP a lui aussi partagé sa préoccupation au regard des difficultés rencontrées par la RDC face à la violence du conflit et à son impact sur la vie des enfants et des jeunes congolais. Il a souligné que les recommandations formulées au cours du Forum de dialogue politique contribueraient au développement d'outils concrets pour élaborer un Programme d'éducation pour la paix en complément du Plan Intérimaire pour l'Education et en soutien au processus de paix. La RDC fait également partie du Partenariat mondial pour l'éducation et les conclusions formulées à l'issue de ce Forum contribueront, d'un point de vue global, à orienter les solutions face aux difficultés et défis auxquels est confronté le système éducatif en présence de conflits armés et d'autres situations d'urgence.

Poser les bases: Education, fragilité et conflit

L'objectif de la première journée était de donner un aperçu du contexte de la RDC et d'identifier les principales dynamiques et facteurs clés³ de fragilité et de conflit en RDC, ainsi que le rôle de l'éducation, soit pour atténuer soit pour exacerber les facteurs identifiés. L'INEE a ouvert le Forum de dialogue politique avec une présentation de l'éducation et de ses relations avec la fragilité et les conflits violents, contribuant ainsi à poser les bases conceptuelles pour les 3 jours de discussions. L'éducation fut présentée comme un secteur essentiel qui interagit avec plusieurs dynamiques, telles que la gouvernance, le changement social, l'économie, l'environnement et la sécurité. Il est alors indispensable de faire l'analyse de l'impact de ces domaines sur l'éducation, ainsi que du rôle que joue l'éducation dans l'atténuation ou l'exacerbation des conflits violents, afin de pouvoir développer des plans et des programmes sectoriels d'éducation efficaces, pertinents et adaptés au contexte conflictuel. Les plans d'éducation qui prennent en compte les conflits vont au-delà de la simple prestation de services éducatifs puisqu'ils s'engagent sur des problématiques de **qualité**, de **pertinence** du curriculum, d'**équité**, d'**accès** et de **gestion** du système éducatif, guidé par une analyse complète du conflit.



Source: Kerstin Tebbe -
INEE

Ce forum de dialogue politique a été conçu pour identifier des politiques et des programmes d'éducation qui soient en mesure de relever les défis liés à la fragilité et au conflit en RDC et pour constituer la base du développement d'un programme d'éducation pour la paix dans le pays. En tant que tel, la première journée a été consacrée aux discussions autour des différentes dynamiques socio-économiques et politiques qui affectent les systèmes éducatifs.

L'ADEA a également souligné l'importance de prendre en considération la diversité des formes d'éducation (quels que soient leurs publics cibles, leur mode de prestation ou le sous-secteur auquel elles appartiennent), et de les soutenir, de les organiser et de les coordonner dans un cadre commun. A travers sa présentation, l'ADEA a encouragé les participants à adopter ce changement de paradigme pour repenser le système éducatif en RDC et trouver des solutions innovantes pour la reconstruction, la prévention et la résolution des conflits, et la construction de la nation.

³ Le concept de "facteurs clés" se distingue du concept plus général de "causes". Les "facteurs clés" servent à cerner les événements et les tendances qui ont un lien avec la situation, comme des éléments distincts et reconnaissables par tous les observateurs et qui influencent fortement le conflit.

Le contexte de la RDC

Cette section s'est fixée comme objectif de donner un aperçu général du contexte socio-politique, économique et sécuritaire de la RDC, ainsi que des principales initiatives et priorités nationales élaborées pour soutenir les processus de paix. Le ministère du Plan et le Bureau intégré de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) ont apporté leurs contributions, essentielles à une meilleure compréhension du contexte dans lequel les programmes et initiatives d'éducation se développent, en vue de participer aux processus nationaux de consolidation de la paix. Sur la base des résultats des études nationales menées dans le pays, l'UNICEF et l'ADEA ont également livré leurs analyses des questions liées aux conflits qui touchent la RDC.

Les présentations n'étaient pas destinées à traiter uniquement les questions d'éducation, mais plutôt de donner un aperçu des priorités politiques nationales actuelles et des facteurs clés du conflit et de la fragilité du pays. Les principaux éléments du contexte politique et socio-économique de la RDC peuvent être résumés comme suit:

Social

- 70% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (90% d'entre eux se trouvent en Equateur et au Bandundu)
- 46% de la population est âgée de moins de 15 ans
- Le taux de chômage reste élevé et affecte fortement les jeunes (plus de 70% des personnes qui ont entre 15 et 24 n'ont pas de travail ; les zones urbaines sont particulièrement touchées par le fléau du chômage)
- Un grand nombre de travailleurs pauvres
- Un accès limité aux services socio-économiques de base (seulement 47% des Congolais ont accès à l'eau potable)
- De mauvaises conditions de vie
- Pas de politique de protection sociale

Sécurité

- L'instabilité externe due à la dynamique régionale (frontières avec 9 pays, présence de groupes rebelles armés)
- L'instabilité interne liée aux guerres civiles, aux décennies de conflits armés et ceux de faible intensité
- La violence est omniprésente, y compris la violence fondée sur le sexe
- Le problème du retour et de la réintégration des réfugiés et des rapatriés
- Les conflits ethniques sont alimentés par les questions d'accès aux ressources
- Les litiges fonciers

Gouvernance et Politique

- A cause de l'absence d'appréciation de la notion de citoyenneté, la culture politique du pays est minée par la recherche de rentes et la prédation des ressources du pays.
- La RDC est classée parmi les États fragiles et repose sur de jeunes institutions en transition.
- L'anomie de l'État et un État de droit fragile
- Le processus de décentralisation génère des tensions entre les différentes divisions administratives
- Des risques de tensions en lien avec le processus électoral

Economie

- Une répartition inégale des ressources
- Une économie peu diversifiée
- Besoin de développer les compétences des jeunes en agriculture
- Considération de facteurs potentiels de déstabilisation politique et économique : certains d'entre eux sont liés à l'impact du secteur minier sur la situation fiscale du pays, à la présence de multinationales et à leurs possibles effets sur la vie économique et politique, et donc sociale du pays.

La RDC, membre du « New Deal »

Le « New Deal »

Un représentant du ministère du Plan a présenté l'implication de la RDC dans le « New Deal » pour l'Engagement dans les États fragiles. Le « New Deal » est axé sur la consolidation de la paix et la construction de l'Etat en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les contextes fragiles et touchés par les conflits. Le « New Deal » a été lancé lors du quatrième « Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide » à Bussan, en Corée du Sud, en Novembre 2011, et a été adopté par près de 40 pays et organisations membres.

Le « New Deal » poursuit cinq objectifs: la légitimité politique, la sécurité, la justice, les fondements économiques, les revenus et services. Ce pacte sera expérimenté en RDC et dans six autres pays: l'Afghanistan, la République centrafricaine, le Liberia, la Sierra Leone, le Sud-Soudan et le Timor-Leste. Le New Deal a été officiellement lancé en RDC en Août 2012.

La RDC est en train d'élaborer une série d'indicateurs et un plan d'action stratégique pour mesurer les progrès effectués pour atteindre les OMD au niveau local et provincial. La mise en œuvre du New Deal en RDC apparaît comme un instrument essentiel pour résoudre les problèmes de sécurité qui affectent le pays, générer des partenariats concrets, renforcer les consensus autour des processus politiques, et impliquer davantage les organisations de la société civile dans les mécanismes institutionnels.

Les efforts de stabilisation et de transition en RDC

Le Bureau intégré de la MONUSCO a présenté les deux plans nationaux du gouvernement et la stratégie des Nations Unies qui constituent le cadre politique et programmatique qui orientent les efforts de stabilisation et de transition en RDC. Le premier programme, intitulé Stabilisation et Reconstruction dans les zones de conflit de l'Est de la RDC (STAREC), a été lancé par le gouvernement congolais en Juin 2009 pour consolider les acquis de la paix et promouvoir le relèvement et le développement à long terme dans l'Est du pays. STAREC se concentre sur trois domaines:

- La sécurité et la restauration de l'autorité étatique (comprenant un cadre réglementaire pour l'exploitation des ressources naturelles) ;
- Les services humanitaires et sociaux (y compris le retour et la réintégration des personnes déplacées et réfugiées) ;
- Le relèvement économique (qui implique à la fois l'amélioration de la productivité nationale et l'intégration économique régionale).

Un plan de consolidation de la paix (PCP), à l'attention des provinces qui ne sont pas couvertes par le programme STAREC, a été élaboré et est actuellement en cours de validation. Il met l'accent sur le renforcement de l'Etat de droit et la bonne gouvernance, la prévention et la gestion

des conflits, la protection de l'environnement, et le relèvement communautaire à travers le développement d'alternatives socio-économiques viables.

En lien avec ces deux plans, la deuxième phase de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSCR II) est en cours de finalisation, en vue d'améliorer les conditions de vie du peuple congolais. Il s'agit là d'un cadre fédérateur unique regroupant l'ensemble des politiques macroéconomiques et sectorielles pour les cinq prochaines années (2011-2015).

En soutien au gouvernement, l'Organisation des Nations Unies a élaboré en 2008-2009 la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et à la stabilisation (ISSSS). Le ISSSS est aujourd'hui le principal vecteur d'aide internationale au programme STAREC de la République démocratique du Congo.

L'ISSS recommande une approche holistique, multisectorielle et intégrée pour apporter une réponse globale aux défis liés à la sécurité et orienter les efforts de stabilisation du pays. La Stratégie met l'accent sur la nécessité de développer la responsabilité mutuelle entre l'État et la société et renforcer les capacités de chacun ; renforcer les liens de confiance entre la population et les institutions étatiques ; développer les capacités institutionnelles pour gérer les conflits ; et analyser les causes profondes du conflit qui peuvent guider les choix liés à la planification stratégique.

Les principales composantes de l'ISSSS

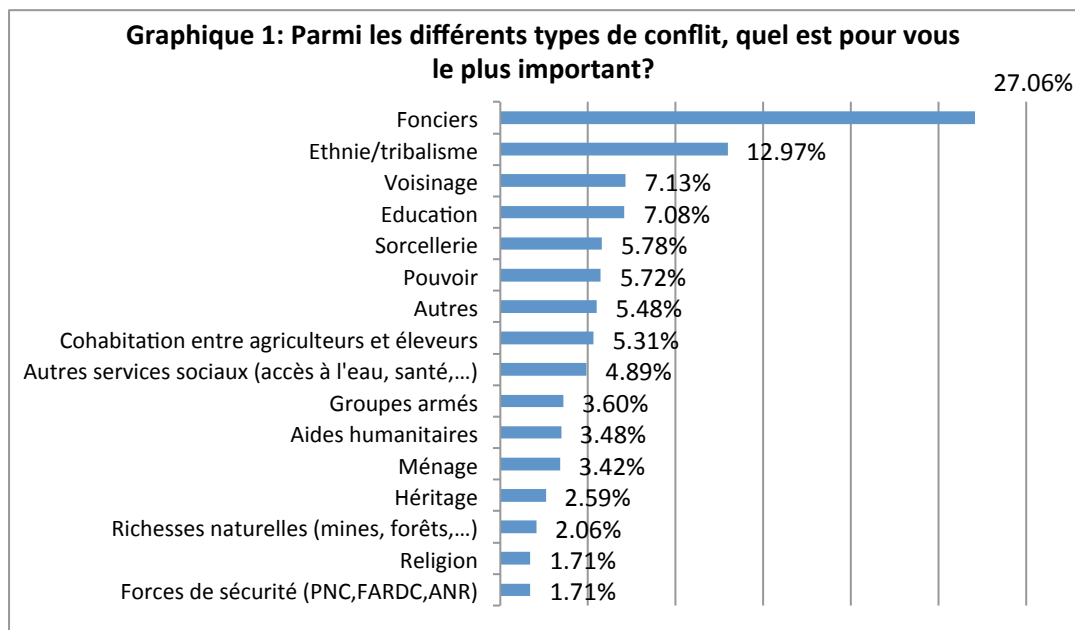
- **Améliorer la sécurité:** Créer un environnement protecteur pour la population civile en renforçant les forces de sécurité et en améliorant la discipline et le contrôle, tout en encourageant la démobilisation des groupes armés et la réintégration des ex-combattants.
- Encourager le **dialogue politique:** Accompagner les entités gouvernementales aux niveaux national et provincial pour faire avancer le processus de paix et honorer leurs engagements issus des accords existants.
- Renforcer l'**État de Droit:** Restaurer les services publics de base dans les zones précédemment contrôlées par des groupes armés ; organiser le transfert de responsabilités liées à la sécurité vers les forces civiles de police et rétablir l'État de droit.
- Faciliter le **Retour, la Réintégration et le Relèvement:** Accompagner le retour des déplacés internes et des réfugiés, dans la sécurité et la dignité, en garantissant la satisfaction des besoins sociaux prioritaires des rapatriés, tout en traitant les principales sources du conflit, et en oeuvrant pour la reprise économique.
- **Combattre la violence sexuelle:** Dans chacun des domaines mentionnés ci-dessus, renforcer la prévention et l'intervention face aux violences sexuelles de façon systématique, en adéquation avec la Stratégie mondiale contre les violences sexuelles.

UNICEF et Search for Common Ground

Dans sa présentation, Search for Common Ground a partagé les conclusions générales de l'étude sur les conflits et l'éducation en RDC, mandatée par l'UNICEF dans le cadre de son programme de consolidation de la paix, plaidoyer et éducation (PBEAP). Ce programme vise à accroître la résilience, la cohésion sociale et la sécurité humaine dans les contextes de conflit ou post-conflit. Il vise également à renforcer les politiques et pratiques éducatives en faveur de la consolidation de la paix. La recherche a été menée dans quatre provinces de la RDC: Province Orientale, Equateur, Maniema et Kalemie au Nord-Katanga. Un à trois sites par province ont été sélectionnés sur des critères de diversité et de représentativité. Ces sites sont les suivants:

- Kisangani, Bunia, Dungu (Province Orientale),
- Mbandaka, Dongo (Equateur),
- Kasongo, Kindu, Lubutu (Maniema)
- Kalemie (Nord Katanga)

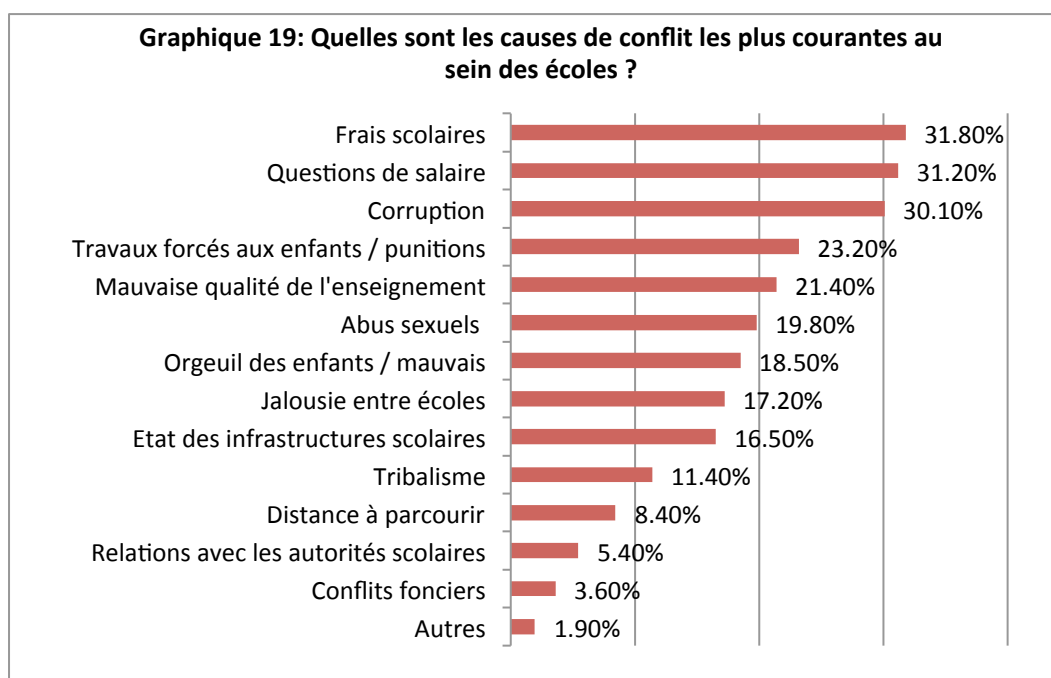
Au cours de cette présentation, le contexte général des conflits dans les provinces cibles de l'étude a été décrit. L'étude montre que le conflit le plus fréquemment cité par les personnes interrogées est le conflit foncier (27%), suivi par les conflits ethniques (13%), les conflits de voisinage (7%) et les conflits liés à l'éducation (7%). L'enquête montre aussi que c'est dans la province de l'Equateur que l'on cite le moins de conflits, alors que le Maniema se caractérise par le plus grand nombre de conflits identifiés.



Source: Education and Conflicts; Search for Common Ground DRC

Les résultats de l'enquête montrent qu'une majorité des sondés (48%) considère la "pauvreté" comme la cause principale de conflit, vivier de toutes les autres causes ou motivations qui animent les acteurs des conflits. D'autres facteurs de conflits incluent l'impunité, la mauvaise gouvernance, les inégalités sociales, et l'inefficacité des recours légaux et judiciaires. Les conséquences majeures des conflits, telles que perçues par la population, sont à nouveau la pauvreté (55%), et la haine tribale (55%).

Education et conflits



Source: Education and Conflicts Search for Common Ground DRC

Search for Common Ground a également présenté la relation entre conflits et éducation à travers un aperçu de l'impact des conflits identifiés dans le cadre de l'étude sur la qualité et la prestation des services éducatifs. Comme illustré avec le graphique ci-dessus, la recherche conclut que les principales causes du conflit dans les écoles sont liés à des problèmes de non paiement des frais de scolarité, non rémunération des enseignants, corruption, travail forcé des enfants dans les fermes de leurs enseignants et exploitation domestique dans les maisons de ces derniers, ainsi que la qualité médiocre de l'enseignement et les abus sexuels. Les types de conflits qui affectent le plus souvent l'éducation et la scolarisation des enfants sont les conflits dans les écoles, les conflits liés aux rivalités ethniques, les conflits domestiques, et les litiges fonciers. A Bunia et Dungu (Province Orientale), les conflits armés sont également pointés du doigt comme ayant un impact négatif sur l'éducation.

L'étude arrive également à la conclusion que les hommes politiques figurent parmi les acteurs sous-jacents des conflits, et qu'ils endossent une large responsabilité dans les conflits, avec notamment l'implication des députés provinciaux et nationaux. Les acteurs principaux du conflits cités dans l'enquête sont les autorités traditionnelles (31%) et les membres de la famille (27.8%), ayant comme motivations principales l'enrichissement personnel, la volonté de nuire à autrui et le contrôle des intérêts économiques. Dans les écoles, les principaux acteurs, sources de conflits, sont les autorités éducatives. Les entités étatiques, les aînés du village et les chefs traditionnels sont aussi considérés comme des acteurs indirects majeurs.

L'étude établit également un lien direct entre la précarité des conditions d'enseignement et une grande partie des conflits qui surviennent dans les écoles. De ce fait, il est recommandé de considérer les besoins en termes de rémunération des enseignants et d'adaptation des infrastructures scolaires afin de résoudre la plupart des conflits qui surviennent en milieu scolaire. D'après l'enquête, les conflits identifiés dans les écoles des provinces de Maniema et de l'Equateur sont plus fréquemment liés au tribalisme et aux rivalités ethniques. Dungu fait face à un autre type de conflit, caractérisé par les tensions entre les directeurs d'école et les parents suite à l'enlèvement de leurs enfants par des groupes rebelles, ou à l'occupation des locaux par l'armée.

Principales recommandations

- Etablir des partenariats stratégiques avec des organisations actives dans le domaine du relèvement économique et communautaire, ainsi qu'avec celles spécialisées dans la thématique foncière, afin d'améliorer les conditions de vie des communautés ciblées et garantir une meilleure connaissance et une meilleure application des lois foncières, un meilleur fonctionnement des structures étatiques chargées de la gestion des conflits fonciers en vue de réduire la prévalence de ces derniers.
- Proposer des activités d'éducation pour la paix dans les écoles, sous la forme de « clubs de paix » regroupant des enfants qui, une fois sensibilisés et formés, seront chargés de la résolution pacifique des conflits entre leurs camarades. Expérimenter le concept d'« école de la paix » pour éveiller les enfants aux modes de la cohabitation pacifique. Ce type d'activité pourra être mené au sein des écoles « amis des enfants » (*Child Friendly Schools*).
- Organiser des formations de formateurs et celle des enseignants sur l'analyse et la gestion pacifique des conflits, ainsi que sur les approches pédagogiques qui prennent en compte la dimension du conflit.
- Renforcer le poids des cours de morale et d'éducation civique. Organiser des cours de remise à niveau pour les enseignants et actualiser le contenu de ces matières.
- Proposer une formation pour les cadres techniques et politiques du MEPSP sur la prise en compte des conflits.
- Soutenir les efforts du Ministère de l'éducation pour développer une stratégie de communication qui permette la fluidité des échanges d'information entre les différents niveaux du système éducatif (national, provincial, sous-provincial, et établissements scolaires) et clarifie le rôle et les responsabilités de chacun des acteurs impliqués.
- Apporter son soutien aux autorités éducatives en vue de renforcer le suivi du processus de recrutement des professeurs.
- Convaincre les bailleurs et le gouvernement d'augmenter la rémunération des enseignants, afin d'améliorer leur statut social et de les conforter dans leur rôle de modèle, et ainsi créer des conditions propices à la transmission de valeurs.
- Renforcer les capacités des différents services du Ministère de l'Education (MEPSP) dans la gestion transparente des ressources. Mettre en place des mécanismes de contrôle des transferts de salaires pour s'assurer que les enseignants touchent la totalité de leur dû.
- Mettre l'accent sur le renforcement des capacités et soutenir les efforts des structures locales de gestion et résolution de conflits au sein de la communauté.
- Renforcer les capacités des leaders locaux, y compris les leaders traditionnels, en matière de gestion adéquate des conflits, de techniques de médiation, et de bonne gouvernance afin d'accroître la confiance que leur accorde la population.
- Renforcer les capacités des associations de parents pour gérer les conflits entre le personnel éducatif et les parents d'élèves, ainsi que pour cogérer les écoles de façon transparente.
- Prêter une attention particulière à la question identitaire, aux relations entre les autochtones et les non-autochtones, les Bantous et Pygmées, dans les provinces du Maniema et de l'Equateur, ainsi que dans le Nord-Katanga,
- Améliorer la qualité des infrastructures scolaires pour garantir un espace d'apprentissage sûr.
- Mettre en place des mesures pour surveiller et référencer les abus sexuels commis contre les filles à l'école. Encourager les mécanismes de sanctions à l'encontre de tout membre du personnel éducatif responsable de tels actes, afin d'accroître l'estime des professeurs par les élèves et diminuer le taux d'abandon scolaire chez les filles.
- Dans les Uélés, encourager les initiatives qui visent à réintégrer les anciens enfants soldats dans leur communauté d'origine et dans leur école. Mettre en place des programmes ciblés pour les enfants Mbororos qui sont actuellement exclus du système éducatif.
- Promouvoir la mise en place d'activités participatives qui touchent le plus grand nombre et qui permettent la transmission de valeurs et la morale, telles que la transparence, l'intégrité, les responsabilités, la solidarité, la communication, ainsi que la gestion pacifique des conflits à travers des activités culturelles et en lien avec les médias.
- Encourager les analyses de conflits afin d'actualiser régulièrement le contenu du programme.

ADEA – La reconstruction du secteur éducatif

L'ADEA a présenté le contexte de la RDC au niveau macro en ancrant sa présentation sur la notion de continuum de la fragilité. L'ADEA a mené une étude sur la reconstruction du système éducatif de la RDC, permettant d'identifier quelques facteurs potentiels de conflits et de souligner l'impact négatif de la violence sur les systèmes éducatifs. L'étude fait également des recommandations concernant la coordination sectorielle, la planification, l'élaboration des politiques et le financement. L'étude a été réalisée sur la base d'entretiens avec plusieurs ministères, des enseignants et des élèves, des ONG et des Partenaires Techniques et Financiers, ainsi que sur la consultation de documents officiels nationaux, de documents stratégiques et politiques sectoriels, et d'autres travaux de recherche réalisés par des partenaires nationaux de l'éducation.

Au cours de sa présentation, l'ADEA a souligné que la présence de certains déterminants de conflits violents en RDC au niveau macro est liée à l'héritage historique du pays et à sa situation géopolitique, le « syndrome hollandais » qui s'explique à la fois par la richesse des ressources naturelles, la répartition inégale des ressources, et le manque d'accès aux moyens de production et aux services sociaux de base. Les inégalités renforcent les clivages traditionnels liés au genre, au statut socio-économique et aux disparités entre les zones urbaines et rurales, ainsi qu'entre les provinces. Au niveau macro, il est également important d'identifier les acteurs économiques qui peuvent jouer un rôle potentiellement déstabilisateur dans le pays, en particulier dans le secteur minier à travers la présence de multinationales. L'ADEA a souligné l'importance de la notion de citoyenneté pour lutter contre la normalisation des comportements prédateurs à l'égard des ressources nationales et du captage de rente. Les actions prédatrices individuelles sont fortement influencées par le contexte structurel. Par ailleurs, l'accès aux ressources sociales et économiques est déterminé par le capital politique et facilité par l'anomie de l'Etat. La conséquence de tout ceci est une méfiance profonde du peuple à l'égard des élites. Il y a donc un besoin tangible de développer la notion de bien commun, de promouvoir le partage et de donner la priorité à l'intérêt général de la société congolaise. Sur la base de ce qui précède, l'étude insiste sur l'indéniable nécessité de générer un nouveau contrat social en faveur duquel l'éducation peut jouer un rôle et contribuer à sa réalisation.

L'ADEA a par ailleurs présenté les principales caractéristiques du système éducatif congolais en vue d'évaluer sa capacité à répondre aux besoins du pays et atteindre un niveau de développement socioéconomique durable pour tous ses habitants. En ce sens, a été analysée la capacité des principaux acteurs pour reconstruire un système éducatif solide et capable de fournir une éducation pour la paix. En outre, l'ADEA a évoqué les principales forces du système éducatif de la RDC, les défis et les opportunités pour contribuer à la paix et à la construction de la nation. Bien que consciente de la différence conceptuelle entre « éducation à la paix » et « éducation pour la paix »⁴, l'ADEA a opté pour cette dernière parce qu'elle est plus globale et comprend la première dans sa définition.

L'étude réalisée par l'ADEA détaille les conditions pour une reconstruction rapide du système éducatif à court et à moyen termes. L'ADEA explore aussi les possibilités d'amélioration des mécanismes de gestion existants - la gestion étant considérée comme une composante essentielle de la reconstruction - tout en étudiant les nouveaux mécanismes qui doivent être mis en place sur le long terme pour renforcer la capacité du système à atteindre son objectif de transformation et de formation du nouveau citoyen congolais. L'étude souligne également l'importance du

⁴ Alors que **l'éducation à la paix** se réfère principalement à des activités scolaires, en lien avec le curriculum, qui favorisent le développement de connaissances, de compétences, d'attitudes et de valeurs avec l'objectif de prévenir les conflits et d'apprendre à les gérer de manière pacifique, **l'éducation pour la paix** s'applique au système éducatif et à ses différentes composantes dans leur ensemble, afin de s'assurer que tous contribuent aux processus de consolidation de la paix et à la promotion de la cohésion et de la justice sociale à travers la gestion du système éducatif, des programmes d'études, des pratiques d'enseignement et d'apprentissage, des espaces d'apprentissage, des politiques et des modes de prestation.

renforcement des capacités afin de consolider dès le début du conflit, en amont, les fonctions principales de gestion telles que la coordination, la planification, le financement, le pilotage et la bonne gouvernance, , et ainsi accélérer le développement du système éducatif.

Dans sa présentation, l'ADEA a décrit les pratiques « prometteuses » du secteur éducatif de la RDC, puis a résumé les principaux défis auquel doit faire face le secteur éducatif:

Des pratiques prometteuses :

- Espaces formalisés de dialogue et de concertation à différents niveaux du MEPSP
- Essais d'approche sectorielle et de dialogue politique interne :
 - Cluster Education
 - Dialogue politique autour du budget pour l'éducation
 - Participation du Ministère du Plan dans l'élaboration des plans d'éducation
 - Collaboration avec le « Groupe thématique éducation »
- Le système renoue avec la planification stratégique à moyen terme après des décennies d'absence
- L'approche sectorielle est actuellement mise en œuvre
- Décentralisation de la gestion du secteur au niveau des provinces
- Le Système d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) est mis en place pour encourager une planification plus efficace et efficiente.
- L'idée d'accorder plus d'importance à l'éducation au sein de la société congolaise entraîne une forte mobilisation des parents pour supporter le sacrifice lié au poids du budget consacré à l'éducation. L'éducation est par ailleurs d'un des cinq chantiers phares du Président, ce qui se traduit par un accroissement régulier de l'effort budgétaire public pour financer le système.
- Introduction progressive de la gratuité dans l'enseignement primaire.

Les défis :

- La fragmentation du secteur congolais de l'éducation rend l'approche sectorielle difficile
- Difficulté d'aligner les partenaires techniques et financiers (PTF) avec les priorités nationales
- Les PTF se focalisent sur les projets plutôt que sur les programmes, ou même parfois sur l'aide directe aux écoles, ce qui mine la capacité de gestion et le contrôle des Ministères
- Coordination avec les ONG et les syndicats d'enseignants
- La privatisation de facto des écoles congolaises pose des problèmes éthiques et de gouvernance
- Manque de mécanismes efficaces de suivi et d'évaluation pour s'assurer que les ressources arrivent jusqu'à leurs bénéficiaires et qu'elles soient employées pour les bonnes raisons
- Pérennité du SIGE (qui dépend des financements externes)
- Questions de qualité et de fiabilité des données
- Décentralisation du SIGE
- Alignement des cycles de planification sectorielle sur les cycles nationaux
- Malgré l'augmentation régulière du budget de l'éducation, le secteur est encore cruellement sous-financé et n'est pas à l'abri des aléas de la conjoncture économique
- La distribution des ressources à l'intérieur du secteur ne reflète pas les priorités nationales
- Procédures budgétaires fragiles
- Manque de clarté et de transparence dans le budget

Les recommandations

Etant donné que le système éducatif se trouve affecté par l'environnement dans lequel il évolue, certaines recommandations touchent des domaines autres que celui de l'éducation tandis que d'autres sont du ressort de l'éducation.

- Restaurer l'autorité de l'Etat ;
- Inculquer une culture de la bonne gouvernance à tous les niveaux et dans tous les secteurs ;
- Utiliser l'éducation comme levier de transformation sociale ;
- Aborder l'éducation avec une approche sectorielle (SWAp) ;
- Restaurer la confiance entre les différents acteurs de l'éducation de manière à encourager leur collaboration dans une approche inclusive ;
- Valoriser les fonctions essentielles de gestion, planification, financement (gestion budgétaire et financière) et pilotage (suivi & évaluation) au sein des ministères, et renforcer les capacités du personnel dans ces domaines ;
- Veiller à ce que la planification de l'éducation intègre la dimension du conflit ; et ce, sur la base d'une analyse systématique et complète des éléments du conflit et de la fragilité ;
- Prendre des mesures anticycliques relatives au financement de l'éducation afin de limiter l'impact des aléas des conjonctures économiques sur le système ;
- Convaincre les PTF de s'engager sur des programmes qui ont un impact structurel durable ;
- Renforcer le SIGE et améliorer la qualité des données pour promouvoir une prise de décision basée sur les faits ainsi que le suivi et évaluation des politiques ;
- Développer une politique nationale qui cible les enfants soldats, les ex-combattants, et les enfants des rues, pour offrir une alternative éducative à plus de 7 millions d'enfants non-scolarisés ou déscolarisés, ce qui représente un problème de taille qui, s'il n'est pas traité à temps, est une véritable bombe à retardement pour la RDC.

Suite aux présentations et sur la base des discussions, les participants ont sélectionné cinq causes principales pour expliquer les conflits qui affectent la RDC et ont identifié l'impact de ces conflits sur l'accès, la qualité, l'équité et la gestion de l'éducation. Selon les participants du Forum, les principales causes des conflits sont les suivantes :

- Tribalisme et rivalités ethniques ;
- Répartition inégale des ressources ;
- Accès inéquitable, offre inadéquate et qualité médiocre des services sociaux de base ;
- Conflit foncier ;
- Mauvaise gouvernance.

Les tableaux ci-dessous présentent le résultat des discussions des participants et résument les premières réflexions relatives au rôle de l'éducation dans l'exacerbation de ces facteurs en particulier qui conduisent au conflit.

Veuillez noter que l'information présentée ci-dessous illustre la diversité des points de vue des participants sur la base de leurs discussions et réflexions et n'est en aucun cas une étude approfondie de l'impact des facteurs de conflit sur l'éducation en RDC.

<i>Impact du tribalisme et des rivalités ethniques sur l'éducation</i>	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Exclusion de certains groupes sur la base de leur appartenance tribale ou ethnique • Conflits d'identité causant le déplacement de familles • Enfants déscolarisés en raison de la présence de groupes ethniques rivaux ou d'actes de discrimination • Conflits violents causant l'abandon scolaire
Egalité	<ul style="list-style-type: none"> • Favoritisme dans le recrutement des professeurs et des étudiants • Favoritisme dans la procédure d'évaluation des professeurs et des étudiants • Non-respect pour la méritocratie • Banalisation de la haine en milieu scolaire à l'encontre de certains groupes en particulier • Discours de haine de la part de certains groupes ethniques à l'encontre d'autres groupe
Equité	<ul style="list-style-type: none"> • Banalisation de l'injustice • Inversion des valeurs • Xénophobie • Ségrégation – les écoles sont divisées en fonction du groupe ethnique
Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gestion • Corruption • Manque de responsabilité et de transparence • Rébellion et guerre • Enrichissement illicite

Le groupe de participants a souligné que l'éducation peut être instrumentalisée pour inciter à la haine envers d'autres groupes à travers le contenu du curriculum, les méthodologies d'enseignement, et le positionnement des enseignants. En outre, les systèmes de gestion de l'enseignement peuvent aggraver la discrimination systématique des groupes ethniques et contribuer au déclenchement de conflits violents.

Les participants ont discuté des stratégies en faveur de l'éducation pour atténuer le tribalisme et les rivalités ethniques:

- Pas de discrimination lors de l'inscription scolaire des élèves;
- Pas de discrimination dans le processus de sélection et d'affectation des enseignants;
- Transmettre aux enfants une culture de la paix, promouvoir la diversité culturelle dans les curricula et inviter les parents à participer aux activités liées à la promotion de la diversité culturelle ;
- Sensibiliser les acteurs de l'éducation (enseignants, parents, et directeurs d'école) sur la diversité et les valeurs éthiques ;
- Intégrer la culture africaine et ses valeurs telles que la diversité, la tolérance et la complémentarité des peuples dans les programmes scolaires ;
- Mettre en place un système d'évaluation anonyme ;
- Développer des politiques éducatives inclusives
- Encourager l'usage des langues locales et les intégrer dans le programme national.

<i>Impact de l'inégale répartition des ressources sur l'éducation</i>	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Les populations qui vivent dans la pauvreté n'envoient pas leurs enfants à l'école à cause du coût de la scolarisation. L'éducation ne fait pas partie de leurs dépenses prioritaires. • Certains enfants sont renvoyés de l'école pour défaut de paiement des frais de scolarité. • La désintégration sociale ou anomie (perte de repères ou rupture avec la société) se traduit par la violence qui hante la société congolaise, notamment la violence contre les femmes et les enfants.

Qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Les enseignants ne sont pas bien payés, ce qui se traduit par de la démotivation • La formation des enseignants n'est pas une priorité – les enseignants ne sont pas bien formés, et de ce fait, ne peuvent pas remplir leur rôle de modèle aux yeux des élèves. • Les infrastructures scolaires sont vétustes et inadaptées. Les écoles sont délabrées et mal équipées. • Les programmes ne correspondent pas aux besoins des élèves. • Les enfants sont exploités et doivent travailler pour aider leur famille. • Les enfants sont harcelés et psychologiquement perturbés. • Les élèves ont des problèmes de santé à cause du fléau de la malnutrition.
Equité	<ul style="list-style-type: none"> • Inégalité au regard des opportunités et au niveau de la répartition des ressources entre les écoles de la ville et celles des zones rurales. • Les garçons vont à l'école, alors que les filles sont plus fréquemment pénalisées car elles doivent rester au foyer pour s'occuper de leurs frères et sœurs et entretenir la maison
Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gouvernance et mauvaise gestion des établissements scolaires • Corruption • Mauvaise utilisation et détournement des ressources

Le groupe de participants a recommandé la généralisation de la gratuité de l'éducation à travers tout le pays, un processus qui est actuellement mis en place progressivement, afin de garantir un développement durable et contenir la pauvreté. D'autres suggestions ont été faites concernant une répartition plus juste des ressources nationales en faveur du secteur de l'éducation ; le développement et l'amélioration de l'éducation fondamentale alternative ; la mise en œuvre de programmes éducatifs qui abordent directement la création d'emploi et l'acquisition de compétences entrepreneuriales et contribuent à la réduction de la pauvreté.

<i>Impact sur l'éducation de l'accès inéquitable, offre inadéquate et qualité médiocre des autres services sociaux de base</i> <i>Principaux services de base abordés pendant la discussion : éducation, santé et nutrition, eau et hygiène, électricité</i>	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Manque d'eau aux écoles qui affecte l'accès aux écoles et conduit à l'absentéisme et est à l'origine de maladies chez les enfants • Les enfants sont dans l'obligation d'aider leur famille et doivent beaucoup marcher pour aller chercher de l'eau, ce qui augmente l'abandon scolaire ou l'absentéisme pendant plusieurs heures d'étude • Travail des enfants • Abandon scolaire en raison des frais de scolarité trop élevés • Installations sanitaires vétustes ou inadaptées dans les écoles
Qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Faible rendement des professeurs et des étudiants • Manque de concentration de la part des enfants • Absentéisme des professeurs et des étudiants
Equité	<ul style="list-style-type: none"> • Les filles sont plus touchées, étant donné que les parents doivent choisir quel enfant parmi leur progéniture peut aller à l'école et lequel doit rester pour les aider à la maison. • Abandon scolaire des filles – les filles se retrouvent exposées aux abus et ne bénéficient pas d'une protection suffisante (elles n'ont parfois pas de toilettes séparées)
Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise gestion de la répartition des ressources qui se traduit par l'inadéquation de la prestation de services sociaux et l'absence de priorité donnée à l'éducation. • Des conditions de travail inadaptées

Le groupe a ensuite formulé quelques recommandations concernant les stratégies éducatives à suivre pour garantir une offre des services sociaux de base, pertinente et de qualité:

- Accroître le nombre de programmes d'alimentation ou cantines scolaires
- Améliorer l'éducation morale et civique qui aborde l'éthique
- Inclure des modules sur la santé, l'hygiène, les droits humains etc. et fournir les installations sanitaires pour garantir aux enfants un environnement sain
- Promouvoir des activités culturelles, sportives et récréatives pour améliorer la cohésion sociale
- Développer et renforcer les politiques et programmes de protection et d'aide sociale tels que les versements d'argent et les bourses
- Etablir des connections entre l'éducation et les activités génératrices de revenus, pour améliorer la sécurité alimentaire, protéger l'environnement et améliorer les conditions de vie des bénéficiaires
- Former les éducateurs pour qu'ils puissent aider les enfants qui sont victimes d'abus, malades ou mal nourris.

Les participants ont également souligné que l'offre inadaptée et la qualité médiocre des services sociaux de base tels que la santé, l'eau et l'hygiène peuvent constituer de sérieux obstacles à l'accès à l'éducation pour les enfants et empêchent de garantir des infrastructures scolaires indispensables à une éducation de qualité, adaptée et un environnement d'apprentissage sûr. Notamment dans les zones touchées par la violence, les écoles doivent être des lieux sûrs et sécurisés pour les enfants afin d'assurer leur protection sociale, psychologique et émotionnelle.

<i>Impact des litiges fonciers sur l'éducation</i>	
<i>Principaux conflits fonciers identifiés : la sécurité foncière, en général, et en particulier pour les écoles, et les conflits pour les terres agricoles</i>	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés pour trouver des terrains adéquats pour la construction des écoles • L'accaparement des terres par quelques groupes • Fermeture des écoles • De longues procédures administratives pour obtenir des titres fonciers • Infrastructures scolaires insuffisantes • Les enfants sont agressés sexuellement sur le chemin de l'école
Qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Les élèves et les enseignants doivent parcourir de longues distances pour rejoindre à pied l'école la plus proche, d'où une réduction du temps d'apprentissage • Absence d'espaces récréatifs dans les écoles
Equité	<ul style="list-style-type: none"> • Les conflits fonciers génèrent un sentiment d'insécurité chez les enfants
Gestion	<ul style="list-style-type: none"> • Les sites d'implantation des écoles ne sont pas adaptés au confort et bien-être des enfants

Les litiges liés à la terre sont une source importante d'instabilité en RDC. Un certain nombre d'affrontements ont un lien avec le droit des personnes à utiliser la terre et l'attribution de titres fonciers. La violence s'intensifie en raison des inégalités d'accès à la terre entre les groupes ethniques, des déplacements en masse et de l'inefficacité du système de résolution des litiges fonciers de ce type. Pendant les discussions, il a été question des litiges fonciers qui ne sont pas motivés par l'appartenance ethnique, même si les litiges peuvent au final correspondre aux divisions ethniques et de genre, aggravant par là-même la perception de problèmes existants. Tandis que ces questions ne peuvent être résolues par des politiques éducatives, elles affectent clairement la prestation de l'éducation. Il s'agit donc d'une priorité pour le secteur de l'éducation de coordonner avec les autorités en charge des questions foncières, en vue d'élaborer des règlements qui protègent la construction des écoles et de veiller à l'application des lois foncières en vigueur pour l'implantation de bâtiments scolaires. Le manque de connaissances sur les questions foncières aggrave les conflits fonciers, et dans de nombreux cas, les écoles véhiculent

des messages xénophobes à l'encontre de certains groupes ethniques, aggravant de ce fait la situation conflictuelle. Ce groupe de participants a donc proposé l'intégration des connaissances de base relatives au droit foncier dans les programmes scolaires et des programmes de formation sur la résolution des conflits fonciers.

Gouvernance

La mauvaise gouvernance a été également l'objet de discussions. Les participants ont fait remarqué que la mauvaise gouvernance a un impact négatif sur les systèmes éducatifs aux niveaux individuel, institutionnel et organisationnel. Elle affecte les mécanismes de participation et de concertation de tous les acteurs éducatifs, en laissant la place à l'impunité, la corruption, et l'absence de reddition de comptes. La mauvaise gouvernance constitue également un obstacle à la participation effective des parents dans l'éducation de leurs enfants, et aggrave l'exploitation des étudiants et la mauvaise gestion des ressources éducatives.

L'éducation peut aider à atténuer les effets de la mauvaise gouvernance, à travers la promotion des principes de bonne gestion et de règlements clairs qui s'appliquent à tous les acteurs de l'éducation, en vue de promouvoir l'amélioration des conditions de travail des enseignants et l'intégration dans les curricula des éléments liés à la bonne gouvernance (approche par compétences).

Le tableau ci-dessous résume les principales politiques et stratégies discutées au cours de cette session pour régler plusieurs problèmes inhérents au conflit et à la fragilité.

Résumé des stratégies et des politiques qui ont fait l'objet des discussions pendant la première journée

Thèmes	Politiques	Stratégies
Approche holistique et multisectorielle	Politiques nationales sur l'équité et l'inclusion dans l'éducation, ainsi que sur la promotion de la paix	<ul style="list-style-type: none"> • Prise en compte de la dimension des conflits et de la consolidation de la paix dans toutes les politiques et plans d'éducation • Renforcer et développer les partenariats multisectoriels en faveur de la consolidation de la paix
Gouvernance et renforcement de la gestion du secteur Leadership Inégalité / Redistribution des ressources	Politiques nationales sur l'équité et l'inclusion dans l'éducation et la consolidation de la paix en matière de gestion et de répartition des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités dans le secteur de l'éducation • Intégration des principes et des normes relatives à l'équité, l'inclusion, le respect de la diversité culturelle, la justice sociale, la transparence, la responsabilisation et la gestion du secteur et la répartition des ressources • Rationalisation de l'utilisation des ressources • Renforcement de la gestion du secteur • Education civique et dialogue social pour la transformation sociale • Renforcement des mécanismes de suivi du budget ainsi que de la connaissance et des capacités en SIGE dans le secteur • Renforcement des capacités pour l'intégration des Normes minimales de l'INEE pour l'éducation: préparation, interventions, relèvement dans le Plan intérimaire pour le secteur de l'éducation. • Renforcement de la capacité des parents et des élèves pour pouvoir participer à la gestion de

New Deal - Engagement international pour la construction de la paix dans les pays touchés par les conflits et les pays fragiles	Inclusion de l'éducation sur l'agenda du Plan de Consolidation pour la Paix (PCP) et dans le New Deal comme un instrument de transformation sociale	<p>l'éducation</p> <ul style="list-style-type: none"> Assurer la participation des parents dans l'élaboration des programmes scolaires Plaidoyer pour l'inscription du rôle de l'éducation dans la consolidation de la paix sur l'agenda du New Deal
Services sociaux de bases	Politique nationale d'équité en matière d'éducation	<ul style="list-style-type: none"> Protection des structures éducatives Stratégies de protection sociale: les bourses et les transferts en espèces pour l'éducation Amélioration du sort de la profession enseignante Amélioration des infrastructures et du matériel pédagogique
Désintégration sociale	Politique pour la protection de l'éducation	
	Politique nationale pour la prévention de la violence dans les écoles	<ul style="list-style-type: none"> Prévention de toute forme de violence à l'école Introduction des compétences pour la vie dans les programmes actuels sur la citoyenneté et respect de l'identité Promotion des activités sportives, culturelles et récréatives pour favoriser la cohésion sociale Mise en œuvre du Code de conduite pour les enseignants
Relèvement économique	Réforme des programmes nationaux d'éducation pour la paix	<ul style="list-style-type: none"> Formation professionnelle pour les jeunes en situation de pauvreté, de marginalisation et d'exclusion Activités Génératrices de Revenus pour les parents
Tribalisme	Dialogue politique et social promu à travers les médias	<ul style="list-style-type: none"> Dialogue politique pour la paix, le respect pour la diversité et la bonne gestion
Conflits fonciers	Révision des lois foncières datant de 1973	<ul style="list-style-type: none"> Plaider en faveur de la révision des lois foncières et pour leur harmonisation avec les autres instruments juridiques (agricoles, forestiers, etc.) Inclusion des normes relatives à l'attribution des terres pour de nouvelles écoles Décentralisation de la gestion des terres et des biens publics Renforcement des capacités en matière de gestion des terres et des biens publics
STAREC/PCP	Révision des hypothèses et théories du changement	<ul style="list-style-type: none"> Intégration de l'éducation dans les politiques et stratégies du STAREC et du Plan de Consolidation pour la Paix (PCP)
Pauvreté	Politique en faveur de la gratuité de l'école (qui existe déjà)	<ul style="list-style-type: none"> Appuyer la mise en œuvre et le respect de la politique de gratuité de l'école primaire
Langues	Politique pour l'usage des langues locales (qui existe déjà)	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'usage des langues locales dans le programme national Inspection Formation des enseignants dans les langues locales Matériels pédagogiques et manuels scolaires dans les langues locales

7 millions d'enfants exclus du système éducatif	Politique nationale en faveur d'une éducation équitable	<ul style="list-style-type: none"> • Développement d'une stratégie de protection et inclusion sociale
Journalistes		<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des médias afin de développer une forme de communication qui encourage les changements de comportement.

Les politiques et stratégies gouvernementales qui font la promotion de l'éducation pour la paix

Plan Intérimaire pour l'éducation en RDC

Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel a présenté les principales stratégies et programmes spécifiques inclus dans le plan intérimaire pour l'éducation (PIE) en vue de prévenir et d'atténuer les conflits, et contribuer à la consolidation de la paix dans le pays. Même s'il n'y a pas beaucoup de programmes dans le PIE qui traitent spécifiquement des questions de paix ou les causes structurelles de la violence, on y trouve quelques priorités importantes qui sont essentielles pour le développement d'un programme pour la paix plus complet.

Universalisation de l'enseignement primaire

Son but ultime est de réintégrer les sept millions d'enfants non scolarisés en RDC à travers l'école gratuite et le renforcement des capacités aux niveaux national et provincial.

Une offre éducative équitable

Promouvoir un accès équitable pour les garçons et les filles, à l'intérieur et entre les provinces, et pour les différentes couches socio-économiques, avec une attention particulière à la promotion de la scolarisation des filles et à l'intégration des enfants exclus en raison du conflit.

Dialogue avec les acteurs clés

Créer des espaces de dialogue entre le gouvernement central et les provinces, les groupes religieux, les syndicats de travailleurs, et les partenaires techniques et financiers.

Le plan intérimaire pour l'éducation (PIE) comprend des activités qui traitent de certains des facteurs de conflit en RDC:

- Intégration dans les programmes d'éducation de thèmes transversaux tels que les questions de genre, la prévention du VIH / SIDA, la protection de l'environnement, la paix, la citoyenneté et la démocratie ;
- Formation initiale et continue des enseignants pour la mise en œuvre de ces nouveaux programmes actualisés.

Le MEPSP a souligné l'urgence d'aborder la prévention des conflits et d'entreprendre des actions concrètes pour relever les défis auxquels sont confrontées les zones touchées par les conflits armés ou d'autres types de crises. Il y a une volonté politique au niveau du gouvernement qui va dans le sens de la création d'un système éducatif inclusif et de qualité en vue de contribuer à la croissance économique, combattre la pauvreté et promouvoir l'émergence d'une citoyenneté démocratique active en faveur de la paix. Le Ministère a également insisté sur la nécessité d'évaluer le contenu des sujets liés à la paix, aux questions de genre et à la démocratie dans les manuels des enseignants, et ensuite d'élaborer un manuel d'éducation civique.

En termes d'amélioration de la gouvernance dans le secteur de l'éducation, le Ministère a évoqué l'importance de créer un plan de décentralisation, de développer la responsabilisation des acteurs, et de garantir l'application effective du décret relatif au rééquilibrage de la composition des

comités de gestion scolaire (COGES), et le renforcement de la participation des élèves au sein des structures de gouvernance, tels que le « Parlement des Enfants », en mettant l'accent sur l'autonomisation et la responsabilisation des communautés.

Interrogé sur la capacité de réponse du gouvernement en situations d'urgence, le représentant du ministère a partagé son expérience personnelle de la mise en place réussie des équipes mobiles d'éducation dans le Nord-Kivu. Il a également évoqué l'attribution de 4.000.000 de dollars du budget 2013 en faveur à la mise en œuvre de l'éducation en situations d'urgence.

Au cours de la discussion, deux défis majeurs ont été mis en évidence: la destruction et l'occupation des infrastructures scolaires et le déplacement forcé des enfants et des enseignants. Le représentant du ministère a souligné la nécessité de former et préparer le personnel du MEPSP dans les provinces à répondre aux besoins éducatifs en situations d'urgence. En dépit de quelques actions entreprises par le Ministère et de l'élaboration de stratégies d'intervention d'urgence au niveau gouvernemental, le MEPSP ne dispose toutefois pas encore d'une politique structurée et intégrée, ni des mécanismes de réponse nécessaires pour l'éducation en situations d'urgence.

En vue de relever les défis évoqués ci-dessus, les participants du Forum ont proposé au Ministère une série de **recommandations** :

- Donner la priorité aux enfants non-scolarisés ou déscolarisés
- Adapter les normes minimales de l'INEE au contexte de la RDC afin de répondre aux besoins éducatifs en situation d'urgence et se doter d'un cadre visant à renforcer la capacité de réponse nationale et provinciale dans ce type de situations.
- Élaborer une stratégie pour augmenter les fonds attribués aux situations d'urgence
- Mettre l'accent sur d'autres types de conflits qui ne sont pas nécessairement liés au conflit armé, tels que les conflits fonciers et les rivalités ethniques
- Faire de la scolarisation des filles une priorité
- Développer un programme pour l'éducation en situations d'urgence, en collaboration avec tous les partenaires du développement

L'ADEA a ensuite formulé des recommandations politiques sur la base de sa propre évaluation globale du PIE du MEPSP et de l'identification de lacunes qui n'avaient pas encore été abordées dans les discussions antérieures.

- Concernant l'axe stratégique relatif à l'accès et de la rétention, il est recommandé de lancer des programmes d'éducation à la paix dès le niveau préscolaire. Pour y parvenir, il sera nécessaire que le MEPSP s'engage en faveur de l'inscription dans la Constitution du Développement de la petite enfance (DPE) en tant que sous secteur obligatoire et bénéficiant de la gratuité, et qu'il mette en œuvre des mesures d'accompagnement pour sa gratuité.
- D'autres recommandations politiques se réfèrent au second axe stratégique du PIE concernent les enseignants, les curricula et l'approche holistique de l'éducation. Il est suggéré de reconnaître pleinement la profession enseignante en adoptant et promulguant le texte de loi sur le statut des enseignants qui revalorisera la fonction et améliorera les conditions de travail (salaires, retraites). Par ailleurs, dans le cadre de la formation des enseignants, les cours sur l'éthique et les obligations légales du professeur découlant de son statut d'autorité peuvent également être une espace de promotion du développement des enseignants en tant que modèles pour les élèves. Pour terminer, il est également conseillé de les former à une pédagogie qui intègre la dimension de la fragilité et du conflit leur permettant ainsi d'appréhender les facteurs de conflit dans leur enseignement.

- En ce qui concerne les curricula, il est conseillé de traiter l'éducation à la paix comme faisant partie du socle des compétences critiques nécessaires pour l'apprentissage et le développement tout au long de la vie que l'éducation de base doit inculquer à tout enfant. Ainsi, au-delà du programme d'éducation civique et morale étant actuellement mis en œuvre, il sera important de recourir à d'autres disciplines telles que l'histoire, la géographie, la biologie, la philosophie, les arts et le sport comme moyen de diffusion de l'éducation à la paix et d'enseignement des valeurs. Un accent devrait être mis sur la transmission aux enfants des valeurs traditionnelles congolaises, ainsi que des mécanismes traditionnels de résolution des conflits.
- Pour ce qui est des recommandations relatives à la promotion d'une approche holistique et diversifiée de l'éducation, il est important de s'assurer que l'éducation parvienne à améliorer l'employabilité et les compétences entrepreneuriales, tout en construisant des compétences pour la vie en vue de contribuer aux efforts de paix. Les recommandations évoquent le renforcement des compétences techniques et professionnelles en allouant plus de fonds à ce sous-secteur, conformément à son importance et aussi de collaborer fortement avec le Ministère des Affaires Sociales (MAS) afin de veiller à ce que l'éducation non formelle contribue de manière significative à la réduction de la vulnérabilité des groupes marginalisés.
- En ce qui concerne la gouvernance du système, troisième axe stratégique du PIE, il est recommandé, d'une part, d'accélérer l'adoption et la promulgation de nouvelles dispositions légales (à savoir la loi-cadre et la Convention), et d'autre part, d'examiner et de réviser la décentralisation du système éducatif dans le sens d'une gestion efficace et efficiente. Une autre condition importante pour une bonne gouvernance est le renforcement des capacités du Ministère pour planifier, budgéter et piloter la mise en place d'un enseignement qui intègre la dimension du conflit, sur la base d'une analyse complète des éléments inhérents au conflit et à la fragilité. Ceci permettrait aussi au Ministère d'aligner ses partenaires sur ses propres priorités, d'amener les réseaux conventionnés à se conformer avec la Convention, et enfin de mettre la direction des écoles en adéquation avec les règles de la cogestion des écoles permettant ainsi notamment la participation des parents d'élèves. Pour conclure, compte tenu de l'interdépendance des différents sous-secteurs, le MEPSP devrait initier une approche sectorielle par le biais du programme d'éducation pour la paix pour combler les écarts de compétences entre les trois principaux ministères chargés de l'éducation, des écarts qui seront préjudiciables à l'ensemble du secteur s'ils ne sont pas traités.

Le partage d'expériences – Politiques et stratégies en soutien du processus de consolidation de la paix

La reconstruction de l'éducation au Kenya

Le Kenya est le pays leader du Pôle de qualité inter-pays de l'ADEA sur l'éducation pour la paix, et aussi un des pays étudiés dans le cadre du programme de l'ADEA sur la reconstruction des systèmes éducatifs. Lors du Forum de dialogue politique, un représentant du Ministère de l'Education du Kenya a partagé l'expérience de son pays, ainsi que les défis rencontrés dans la mise en œuvre du Programme national d'éducation pour la paix au Kenya. Avant le développement de ce programme en 2008, il existait déjà des éléments de l'éducation pour la paix enseignés dans les cours d'histoire, et dans l'enseignement primaire à travers les sciences sociales. L'éducation pour la paix n'était pas une matière à part entière, mais plutôt un thème transversal tout au long du cursus. Le type de pédagogie adopté pour ces matières n'a pas permis l'appropriation des sujets liés à la paix et le développement des compétences de résolution

pacifique des conflits chez les élèves. Le Ministère a réalisé qu'une approche intégrée était difficile avec un programme déjà chargé. Il a donc opté pour une approche plus flexible. En 2007-2008, le Kenya a connu des violences électorales qui ont conduit à la destruction des écoles et au déplacement de nombreux enseignants et élèves, ayant un fort impact négatif sur l'accès et la qualité de l'éducation dans toutes les régions et pour tous les niveaux d'éducation et de formation. Cette situation a également interrompu la réalisation des objectifs et de la mission de l'éducation, considérée au Kenya comme un moyen de transmission des valeurs sociales et culturelles d'une génération à l'autre, en mettant l'accent sur l'unité nationale, les valeurs morales et religieuses, l'égalité sociale et la responsabilité citoyenne. Ainsi, en février 2008, le ministère de l'éducation, en collaboration avec l'UNICEF, le HCR, l'UNESCO et d'autres partenaires, a lancé le Programme d'Education à la Paix, qui se concentre principalement sur la transmission du savoir, des compétences, des attitudes et des valeurs qui contribuent à la coexistence pacifique au Kenya.

Principales réalisations :

- Formation de 21 formateurs maîtres en Education à la Paix ;
- Élaboration de matériel pour l'éducation à la paix ;
- Adaptation du matériel de l'INEE ;
- Formation d'agents et d'enseignants sur l'éducation à la paix aux niveaux national et départemental (plus de 8.000 personnes formées) ;
- Sensibilisation de plus de 3.000 directeurs d'écoles secondaires sur l'éducation à la paix ;
- Organisation de forums de dialogue politique (aux niveaux national et international) ;
- Mise en place de structures de collaboration et de partenariat (forum d'acteurs et comité directeur national sur l'éducation à la paix) ;
- Intervention psychosociale ;
- Sensibilisation des agents de gestion des écoles ;
- Formation de 47 points focaux sur l'éducation à la paix, et de 387 enseignants de tous les districts sur la campagne nationale pour l'éducation à la paix ;
- Organisation de campagnes nationales en faveur de l'éducation pour la paix: « L'éducation pour la paix - *Making the Voices of Young Kenyans Heard* » lancée en 2012 et qui se terminera en 2019. Cette campagne encourage les élèves à faire entendre leur voix en portant le message de paix à l'attention des adultes ;
- La « Caravane de la Paix » dans 21 districts sélectionnés, ceux qui ont été le plus touchés par les violences électorales ;
- La promotion des écoles comme zones de paix ;
- Planification en vue de sensibiliser les enseignants et les administrateurs ;
- Un « Flambeau pour la Paix » allumé le 27 Août 2012 et qui se déplacera d'un département à l'autre pour promouvoir le respect, l'amitié et l'unité. Le parcours s'achèvera avec l'organisation d'un forum sur l'éducation pour la paix
- Le Kenya a récemment rédigé une proposition de politique du secteur éducatif qui offre un nouveau cadre pour l'éducation pour la paix.

L'éducation pour la paix au Kenya est maintenant intégrée dans le curriculum formel et également dans les activités extrascolaires telles que la musique et le théâtre. Les principaux thèmes abordés sont la cohésion sociale et l'intégration. Les méthodes utilisées sont basées sur l'apprentissage par l'expérience et les activités. Le matériel pédagogique a été développé spécifiquement pour aborder les causes du conflit, la médiation, la réconciliation et le sens de la paix. Des livres d'histoires sur le pardon et la réconciliation ont également été préparés et s'accompagnent de livrets pour les enseignants pour aborder le thème de la violence psychologique. Dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'éducation pour la paix au Kenya, le ministère s'efforce de créer un environnement scolaire propice à une culture de la paix.

Principaux défis et recommandations

- Qui enseigne? Il faut veiller à ce que les professeurs ne représentent pas seulement les groupes ethniques majoritaires, mais qu'on recherche plutôt l'équilibre ethnique en prenant en compte les différentes ethnies et tribus;
- Nombre restreint et capacité limitée du personnel;
- La stratégie employée pour la mise en œuvre du programme est un système en cascade : Beaucoup d'enseignants qui ont été formés ont pu être transférés;
- L'intégration de l'éducation pour la paix dans un curriculum déjà très chargé (comme c'est le cas avec le VIH/SIDA au Kenya) est problématique, surtout dans le cadre d'un système éducatif kenyan très axé sur l'évaluation des apprenants à travers les examens et les tests, alors que ces matières nouvelles sont difficilement «évaluables » ;
- Intégrer l'éducation à la paix dans les programmes de formation des enseignants;
- Les enseignants qui enseignent l'éducation à la paix doivent être des modèles et doivent développer des compétences de leadership;
- Impliquer les médias pour faire de la publicité autour des activités de sensibilisation à la paix;
- Recourir à l'éducation non formelle pour soutenir les activités scolaires formelles;
- La collaboration et les partenariats : Il y a beaucoup d'acteurs impliqués dans le domaine de l'éducation à la paix et il est nécessaire d'harmoniser les contenus et les méthodologies.

La reconstruction de l'éducation au Libéria

L'ADEA a présenté l'expérience du Libéria en matière de développement d'un système éducatif en mesure de contribuer à la consolidation de la paix. L'information partagée était tirée d'une étude réalisée par l'ADEA sur la reconstruction du système éducatif au Libéria.

Les principales politiques qui régissent l'enseignement fondamental au Liberia peuvent être résumées comme suit:

- Solide approche multisectorielle, y compris avec les ministères de la Santé et des Affaires sociales, de la planification économique, des finances, du genre et du développement ;
- Au niveau institutionnel, une nouvelle loi sur l'éducation a été adoptée en 2002, instituant l'école gratuite et obligatoire. De plus, le Programme de relèvement de l'enseignement primaire au Liberia pour la période 2007 à 2009 a entraîné une hausse immédiate de 18% des inscriptions scolaires ;
- Une politique alternative d'éducation fondamentale a été conçue pour aider les enfants et les jeunes déscolarisés. C'est une politique importante car plusieurs générations de victimes du conflit ont complètement abandonné l'école à cause de la guerre ;
- En ce qui concerne la planification et la gestion du secteur, un plan sectoriel pour l'éducation a été élaboré pour couvrir la période 2010-2020, parallèlement à l'adoption d'une approche sectorielle (SWAp) afin d'accroître l'appropriation du processus par les différentes parties prenantes ;
- La loi de réforme de l'éducation qui date de 2011 a par ailleurs instauré le Conseil consultatif national pour l'éducation avec l'objectif de guider et d'accompagner le Ministère de l'éducation tout au long du processus de réforme ;
- Politique de décentralisation de l'éducation ;
- Pratiques prometteuses en matière de mobilisation des ressources et de gestion financière, y compris la création d'un fonds commun pour l'éducation dans le but de mettre en commun et gérer toutes les ressources allouées à l'éducation ;

- Un nouveau système public d'information et de gestion financière (IFMIS) et un système de gestion des finances sont actuellement mis en place pour réformer l'administration des fonds publics en mettant l'accent sur la rationalisation des ressources publiques pour garantir leur efficacité ;
- Les politiques mises en œuvre abordent les domaines thématiques suivants :
 - Développement d'un cadre politique pour la petite enfance
 - Les programmes d'alphabétisation et d'éducation non formelle sont axés sur l'enseignement primaire pour atteindre le niveau d'achèvement de ce sous secteur en trois ans et visent les sur-âgés et les jeunes déscolarisés, contribuant ainsi à l'universalisation de l'enseignement primaire
 - Amélioration de la couverture de l'éducation et de l'alphabétisation, en développant l'éducation non formelle, et en adoptant une approche en cascade qui cible les réfugiés et les populations déplacées internes.
 - L'égalité des sexes: la création d'une unité chargée des questions de genre
 - Réforme du curriculum pour intégrer l'éducation pour la paix en tant que composante transversale
 - Infrastructures: vaste programme de reconstruction, de réhabilitation et de dotation des écoles
 - Orphelins et enfants vulnérables: programmes de transferts sociaux et de cantines scolaires
 - Sécurité à l'école: développement de programmes scolaires « amis des enfants », adaptés et conçus pour le bien-être des enfants
 - Enfants soldats et ex-combattants: programme de désarmement, de démobilisation, de réhabilitation et de réintégration (DDRR) qui a touché près de 82.000 ex-combattants, dont 13% d'entre eux sont des enfants
 - Régulations visant à traiter l'inadéquation entre la formation et l'emploi
 - Mesures afin de pouvoir enseigner le curriculum de la Côte d'Ivoire pour les populations réfugiées en provenance de ce pays.

Les défis

- Nécessité de renforcer les capacités du ministère
- Développer une approche plus holistique et globale de l'éducation
- Insuffisance des ressources financières dans le secteur de l'éducation
- Manque de clarté des politiques linguistiques
- Mauvaise gouvernance au sein du système éducatif
- Nécessité d'améliorer les relations avec les partenaires techniques et financiers afin de répondre aux besoins réels du pays

Le partage d'expériences – Les programmes en faveur de la consolidation de la paix en RDC

International Rescue Committee (IRC) – L'équité en matière d'accès à une éducation fondamentale et primaire de qualité

L'IRC a pour mission de servir les populations de réfugiés et de déplacés, ainsi que les communautés victimes d'oppression et des conflits armés à travers le monde. L'IRC œuvre en faveur des processus de consolidation de la paix en RDC par le biais de la prévention et l'atténuation de la violence dans les écoles. A travers son programme OPEQ (*Opportunités pour un accès équitable à une éducation de base de qualité*), l'IRC a pour but de:

- Améliorer le fonctionnement des systèmes éducatifs;
- Améliorer les processus d'enseignement et d'apprentissage;
- Encourager une offre équitable d'opportunités relatives à l'éducation fondamentale;
- Accroître les opportunités pour les jeunes déscolarisés à travers le développement de compétences entrepreneuriales.

L'IRC mène des actions de formation et de sensibilisation visant à combattre le harcèlement sexuel et toutes formes d'abus et de violence basée sur le genre, au sein et en dehors de l'école. Il vise également à créer un environnement dans lequel les enfants se sentent en sécurité, sur le plan physique, émotionnel et social. A travers le programme OPEQ, les parents d'élèves reçoivent le soutien nécessaire pour s'organiser et participer aux processus démocratiques de gestion des écoles et à l'amélioration de l'environnement scolaire.

L'un des principaux projets de l'IRC en DRC est l'approche des « classes curatives » (*Healing classrooms approach*). Il s'agit d'un espace d'apprentissage qui offre aux enfants affectés par les conflits et les crises, un appui psychosocial, un environnement sûr et inclusif, et une stimulation intellectuelle. L'approche des « classes curatives » reconnaît l'enseignant comme un acteur central qui est en charge de la protection et du bien-être des enfants.

Recommandations

- Veiller à ce que toute forme de coercition, punition et violence soit bannie des écoles ;
- Développer chez les enfants des compétences émotionnelles et sociales ;
- Développer chez les jeunes des compétences entrepreneuriales ;
- Travailler avec les écoles, la communauté, et les familles pour la création d'espaces d'apprentissage sûrs ;
- Travailler avec le secteur privé en vue de promouvoir l'éducation et la consolidation de la paix.

Espoir pour Tous – Le travail avec les populations autochtones et les enfants des rues

Espoir pour Tous est une ONG nationale qui travaille avec les enfants des rues et les populations autochtones («pygmées») qui sont parmi les plus pauvres du pays et dont les besoins spécifiques ne sont souvent pas pris en compte dans les programmes d'éducation. Moins de 10% de la population pygmée a accès à l'éducation en raison de l'éloignement des écoles de l'endroit où ils vivent, de leur stigmatisation, de la ségrégation et des inégalités d'accès aux services sociaux de base. Les populations autochtones ont été expulsées de leurs terres dans le cadre de l'expropriation continue pour la conservation et l'exploitation forestière. De plus, les programmes éducatifs sont inadaptés au style de vie des Pygmées et à leurs besoins.

Espoir pour Tous a ouvert des centres d'alphabétisation et des centres de formation en menuiserie et en couture pour venir en aide à ces populations. L'organisation propose également une formation initiale et continue sur les valeurs éthiques, la médiation, les droits humains et l'éducation à la paix. L'un des principaux projets d'*Espoir pour Tous* est le développement d'un village écologique pour les Pygmées et les enfants des rues, ainsi qu'un projet de prise en charge des enfants des rues par des familles spirituelles. Le but ultime est de contribuer à la réussite de leur réintégration dans la société et à leur développement intégral.

Recommandations

- Les stratégies et les programmes d'éducation devraient promouvoir l'intégration (ou la réintégration) des populations pygmées et des enfants de la rue ;
- Continuer à travailler avec le MEPSP sur le développement d'une communauté de médiateurs ; assurer la formation continue des comités d'école avec la participation des parents, des élèves et les directeurs d'école ; et introduire un modèle de valeurs éthiques ;
- Promouvoir le développement intégral des enfants, en veillant également à la satisfaction de leurs besoins spirituels.

UNESCO – Bâtir une culture de la paix

Pour l'UNESCO, une culture de la paix est fondée sur une approche multisectorielle et holistique qui met l'accent sur le développement des valeurs et des attitudes. Ses principaux piliers sont la protection et la promotion des droits de l'homme, la démocratie, la non-violence et la tolérance entre les différents groupes ethniques, religieux et culturels.

L'UNESCO est impliquée dans plusieurs types d'activités en RDC qui font la promotion d'une culture de la paix, comme par exemple:

- Intégration de l'éducation pour la paix dans les programmes d'éducation civique et morale, en particulier dans l'enseignement secondaire ;
- Développement d'un programme de prévention des conflits et mise en réseau des ONG qui œuvrent en faveur de la promotion de la paix ;
- Mise en place de programmes axés sur la violence sexuelle.

Au cours de sa présentation, l'UNESCO a également souligné que l'organisation s'engage pour la promotion de l'éducation pour la paix dans d'autres parties de l'Afrique. C'est ainsi que l'organisation a actuellement un programme développé pour la Communauté économique des Etats d'Afrique occidentale (CEDEAO) qui vise à former les citoyens de la CEDEAO en développant chez eux des compétences cognitives et psychomotrices dans le domaine de l'éducation, mais aussi des compétences affectives à travers des valeurs, attitudes et comportements positifs qui favorisent la paix, la tolérance et la coexistence pacifique des citoyens de la communauté. Un manuel de référence a été conçu pour les formateurs de formateurs sur le thème de l'éducation pour une culture de la paix, les droits de l'homme, la citoyenneté, la démocratie et l'intégration régionale.

Recommandations

- Mettre l'accent sur les enfants et les jeunes ;
- Aborder les questions liées à la paix, mais aussi les conditions économiques nécessaires à la construction d'une société équitable ;
- Développer une approche multisectorielle de l'éducation ;
- Donner la priorité aux programmes de prévention de la violence sexuelle ;
- Promouvoir la mise en réseau et les partenariats avec les ONG et les autres acteurs clés afin de partager les bonnes pratiques, les méthodologies et les ressources en lien avec l'éducation pour la paix.

UNICEF - Programme d'assistance élargie aux retours (*Programme of Expanded Assistance to Returns - PEAR Plus Phase*)

Les besoins humanitaires en RDC restent nombreux et sont intimement liés à une dynamique de pauvreté chronique. Le pays plie sous le poids de la pauvreté endémique et des crises humanitaires aiguës résultant des conflits violents qui affectent particulièrement les provinces de l'Est du pays. Les conflits violents en RDC ne sont pas une urgence temporaire, mais bien une réalité de long terme. Le programme « PEAR Plus » représente la contribution de l'UNICEF à la Stratégie Internationale pour le Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (ISSSS) dans l'Est de la RDC. Lancé début 2009, « PEAR Plus » vise à encourager des solutions durables pour le retour des déplacés internes (IDP), au Nord et Sud-Kivu, au Nord Katanga et en Ituri. Le programme adopte une approche multisectorielle, avec des activités dans les domaines de l'éducation, de la protection de l'enfance, de la santé, de l'eau et de l'hygiène, de la consolidation de la paix et de la gestion des conflits.

Entre 2009 et 2012, PEAR a permis à 627.000 personnes au Nord et Sud Kivu, et dans la Province Orientale de bénéficier de programmes mis en œuvre par Oxfam GB, Coopi, AVSI et Search for Common Ground. La première phase du PEAR a permis de réaliser des avancées

significatives :

- Alors que les services sociaux de base ne sont pas eux-mêmes une source principale de tensions/ conflits, les dysfonctionnements liés à l'accès à ces services figurent parmi les facteurs clés de conflit.
- La plupart des conflits violents à l'intérieur de la communauté et entre les communautés sont dues à:
 - Foncier / Accès à l'espace économique / Ressources
 - Ces conflits sont souvent utilisés pour exacerber des problèmes ethniques existants, sous forme de règlement des comptes.
 - Les conflits sont souvent instrumentalisés politiquement
 - Violence sociale / Violence sexuelle et basée sur le genre / conflits interfamiliaux.

Résultats sectoriels liés à l'éducation:

- Interventions « hardware » (matérielles) pour légitimer une approche « software » (comportementale, valeurs) et amorcer un dialogue sur des sujets sensibles ;
- Une augmentation du taux de scolarisation a été observée sur la durée du projet ;
- Une augmentation des taux de rétention ;
- Une plus grande implication des parents / l'amélioration des relations parents/enseignants ;
- Une approche multisectorielle pour maximiser l'impact positif. Il a été observé que la convergence des secteurs a davantage profité à l'éducation, plus qu'à d'autres secteurs ;
- Une amélioration de la nutrition des enfants au cours du projet.

Résultats liés à la consolidation de la paix:

- Des conflits / tensions relatifs à la délimitation illégale de terrains ont été résolus. Un accès plus sûr aux écoles a entraîné une augmentation de la fréquentation scolaire ;
- La communauté fait état d'un renforcement de la confiance accordée aux autorités locales au regard de leur capacité à régler les conflits internes ;
- La communauté a observé une meilleure connaissance des solutions non-violentes pour résoudre ou gérer les conflits ;
- La communauté a perçu une amélioration de la cohésion sociale et des processus de réintégration rendue plus facile grâce une offre équitable de services sociaux.

Les principaux défis identifiés sont le manque de financement, les difficultés de mesurer l'impact, et les différentes interprétations des notions telles que la stabilisation, la transition et la consolidation de la paix.

Recommandations

- Réaffirmer un engagement ciblé sur les facteurs de conflit à tous les niveaux ;
- Mettre l'accent sur la volonté politique renouvelée ;
- Porter une attention particulière aux impératifs de bonne gouvernance et de décentralisation du dialogue politique ;
- Une plus grande implication des parents / l'amélioration des relations parents-enseignants ;
- Approche multisectorielle ;
- Identifier les dynamiques de conflit et les intégrer dès la conception des projets.

Les recommandations politiques, stratégiques et programmatiques pour l'éducation, en vue de soutenir les efforts de paix

Après avoir engagé la discussion avec les différents intervenants, les participants ont été invités à travailler en groupes sur les facteurs de conflit identifiés le premier jour, puis à formuler des recommandations concernant les politiques et les stratégies spécifiques à élaborer pour réduire l'impact de ces facteurs sur l'éducation. Les groupes ont ensuite présenté leurs recommandations et se sont interrogés sur la faisabilité et la pertinence des politiques et stratégies proposées. Ils ont aussi débattu des politiques complémentaires qui n'avaient pas été abordées dans les groupes. Le dernier jour, les participants ont détaillé leurs recommandations relatives aux programmes et activités spécifiques sur lesquels les acteurs du secteur de l'éducation devront se concentrer lorsqu'ils travailleront à l'élaboration du futur programme national d'éducation pour la paix en RDC.

Les tableaux ci-dessous résument le fruit des discussions et présentent les politiques et stratégies prioritaires à l'attention du secteur de l'éducation. Les participants ont ensuite été invités à identifier des programmes concrets destinés à résoudre les problèmes liés à l'accès, au curriculum, aux enseignants, aux infrastructures et espaces d'apprentissage, et au financement et à la gestion du secteur de l'éducation.

Facteurs de conflit	Politiques	Stratégies
Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Décentralisation effective Transparence dans la gestion du secteur Principe de non-discrimination dans les processus de recrutement au niveau des écoles Concertation coutumière Sélection de la bonne personne qui correspond au bon poste (principe de la méritocratie) Modernisation du système éducatif à travers tout le pays 	<ul style="list-style-type: none"> Mécanismes participatifs (contrats attribués sur la base du concours et des résultats) Sanctions (Gestion des ressources humaines - GRH) Rotation des agents de l'Etat tous les 3 ans Amélioration des conditions de travail et des salaires des employés Equiper et accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC)

En quoi l'éducation peut-elle contribuer à la bonne gouvernance ?	
L'éducation a pour objectif de former des hommes et des femmes compétents, forts de leurs connaissances et expertise, imprégnés de valeurs interpersonnelles et de savoir-vivre, des hommes et des femmes honnêtes, responsables, disciplinés, patriotiques et qui visent l'excellence dans leur travail et dans leur vie.	
Accès et rétention	<p>Accès</p> <ul style="list-style-type: none"> Accès inclusif Sensibilisation des parents sur le thème de l'éducation pour tous / inscription de tous les enfants à l'école Elargir au tous les niveaux et au plan national la politique de gratuité de l'école qui est actuellement mise en place de manière graduelle Revoir la carte scolaire pour garantir l'école de proximité Appliquer la loi sur les agréments des écoles <p>Rétention</p> <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir les normes scolaires et les règles de fonctionnement qui contribuent au maintien des élèves à l'école (interdiction de l'utilisation du fouet, par ex.) Prendre en compte les besoins spécifiques des populations autochtones et des déplacés

Curriculum	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer dans le curriculum des éléments liés à la bonne gouvernance (approche par compétence) • Contextualiser et adapter le curriculum aux réalités locales
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les conditions de travail des enseignants • Assurer le suivi et l'évaluation administrative et pédagogique des enseignants
Infrastructures et espaces d'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> • Respecter les normes de construction des écoles et des espaces d'apprentissage
Financement et gestion du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Appliquer et faire respecter la loi, mettre fin à l'impunité dans la gestion du secteur éducatif • Augmenter le budget alloué à l'éducation, assurer son suivi et sa bonne utilisation • Impliquer tous les acteurs dans la gestion et le suivi de budget

Facteurs de conflit	Politiques	Stratégies
Litiges fonciers	<ul style="list-style-type: none"> • Adapter la Loi foncière existante (le sol est la propriété exclusive, inaliénable et imprescriptible de l'Etat congolais) à la réalité actuelle • Ordonnance d'exécution de la loi existante • Décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Réforme de la loi foncière • Vulgarisation de la loi foncière • Elaboration et mise à jour des plans cadastraux • Prévoir des espaces pour les infrastructures communautaires et garantir des réserves foncières pour de futurs projets d'éducation .

En quoi l'éducation peut-elle contribuer à l'atténuation des litiges fonciers?	
Accès et rétention	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser les normes et les standards pour les sites de construction des écoles • L'école doit être intégrée à la communauté - Collaboration avec la communauté pour protéger les enfants sur le chemin de l'école, particulièrement les filles
Curriculum	<ul style="list-style-type: none"> • Introduire de manière transversale des notions de base sur la loi foncière dans les curricula d'éducation civique et morale, de géographie et d'histoire • Formation sur la prévention des conflits fonciers
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer une formation initiale et continue des enseignants sur les notions d'urbanisme, de cadastre et d'environnement
Infrastructures et espaces d'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> • Les sites des écoles doivent être assez grands de manière à prévoir des extensions possibles et doivent également être bien délimités et protégés • Les infrastructures scolaires doivent comprendre des salles de classes (qui respectent les normes et standards du MEPSP), les latrines (séparés pour les filles, les garçons et les enseignants), une bibliothèque, un bureau de la direction et un terrain de sport • Récupérer les terrains spoliés • Promouvoir la création d'espaces verts
Financement et gestion du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Instaurer le dialogue avec le Ministère des affaires foncières pour veiller au respect de la loi et pour : <ul style="list-style-type: none"> • Protéger les terrains des écoles avec un statut spécial en vue de prévenir les expropriations arbitraires par ceux qui en réclament la propriété et prévenir d'autres types de litiges fonciers • Faciliter l'acquisition de terrains pour la construction d'écoles qui requièrent un certain espace • La gestion du patrimoine scolaire doit être réalisée par le conseil de gestion qui doit rendre des comptes aux membres de la communauté scolaire tous les 3 mois.

Facteurs de conflit	Politiques	Stratégies
Accès inéquitable, offre inadapté et qualité médiocre des services sociaux de base	<ul style="list-style-type: none"> • Généralisation de la politique en faveur de l'enseignement primaire gratuit et obligatoire • Politique nationale pour l'éducation des filles • Politique nationale pour la formation initiale et continue des enseignants • Généralisation et universalisation de l'enseignement préscolaire • Politique des livres scolaires et du matériel didactique • Réformes des programmes et des curricula pour lutter contre toutes les formes de discrimination • Réformes des programmes d'éducation avec l'accent qui est mis sur le civisme, la culture, les identités • Pédagogie qui intègre le genre • Politique inclusive par rapport à l'usage des langues locales dans l'enseignement • Développer une politique nationale qui cible les enfants soldats, les ex-combattants et les enfants des rues pour leur offrir des alternatives éducatives. 	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement du budget alloué à l'éducation • Renforcement de la bonne gouvernance • Construction d'infrastructures scolaires (en fonction de l'évolution démographique) • Mise en place de systèmes de protection sociale (transfert de crédits, bourses) • Amélioration de la qualité des unités pédagogiques de base • Amélioration de la formation initiale des enseignants • Renforcement des capacités communautaires pour la gestion et le développement de l'éducation préscolaire • Education parentale • Décentralisation de l'édition, de l'impression et de la distribution des manuels scolaires • Contextualisation et intégration des normes minimales de l'INEE sur l'éducation en situations d'urgence en RDC • Développer une stratégie pour augmenter les fonds alloués aux situations d'urgence.

En quoi l'éducation peut-elle contribuer à l'amélioration des services sociaux de base en termes d'accès et de qualité?	
Organiser des actions de sensibilisation pour les députés nationaux / provinciaux sur la nécessité de faire passer la part du budget attribué à l'éducation de 13% à 20%, conformément à l'engagement du gouvernement dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éducation (PME).	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Etendre la gratuité de l'éducation de base à tout le pays ; Développer un plan de communication ainsi que des mesures de suivi et d'accompagnement • Développer des projets de cantines scolaires à base communautaire • Approche de l'Ecole « Amie des Enfants », adaptée à leurs besoins et conçue pour leur confort • Campagne de sensibilisation de masse sur l'éducation pour la paix • Impliquer les élus locaux dans l'organisation de l'éducation préscolaire et des écoles maternelles • Approche intégrée qui prend en compte les problématiques de santé publique (malaria, VIH/SIDA, etc.), de protection/préservation de l'environnement, de protection des jeunes, et de protection du bien commun • Programmes accélérés pour les jeunes déscolarisés

Curriculum	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer des notions issues de l'éducation à la paix dans les programmes d'Education civique comme porte d'entrée • S'assurer que l'éducation à la paix soit intégrée dans l'enseignement préscolaire • Mettre en place progressivement l'Approche Par Compétences (Compétence pour la Vie / <i>Life Skills</i>) et mettre à disposition de tous, les modules et les curricula • Formation sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) • Développer les capacités artistiques et musicales des enfants
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> • Intégration des concepts de la culture de la paix dans la formation initiale et continue des enseignants • Formation des enseignants sur la prévention des abus et de la violence en milieu scolaire • Vulgarisation du code de conduite auprès de tous les acteurs du secteur de l'éducation à tous les niveaux • Améliorer l'efficacité et le fonctionnement des forums d'échanges éducatifs et pédagogiques (Unités pédagogiques/Cellules de base) • Former le personnel éducatif à la préparation, l'intégration et l'application des normes minimales de l'INEE sur l'éducation en situations d'urgence
Infrastructures et espaces d'apprentissages	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des normes de construction des infrastructures scolaires (dimensions, latrines séparées garçons/filles, points pour le lavage des mains, espaces de jeux/terrain de football) • Planification de la construction et dotation de nouvelles écoles • Protection des écoles contre l'occupation par des groupes armés ou par les familles déplacées • Offrir des espaces d'apprentissage sûrs pour les populations déplacées
Financement et gestion du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des chefs d'établissement dans la gestion des ressources de l'école • Renforcer les capacités des parents pour participer activement à la gestion des fonds administratifs perçus par l'école • Impliquer davantage les entités décentralisées dans l'élaboration des politiques éducatives • Développer la collaboration avec les réseaux africains pour encourager le partage d'expériences et de bonnes pratiques en matière de prestation de services éducatifs de qualité

Facteurs de conflit	Politiques	Stratégies
Tribalisme et rivalités ethniques	<ul style="list-style-type: none"> • Administration territoriale et provinciale par les non-autochtones • Mesures spécifiques visant à améliorer l'offre et la qualité des services éducatifs proposés aux populations autochtones 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la capacité des médias à développer une forme de communication qui suscite des changements de comportements et fasse la promotion du respect des autres groupes ethniques et tribus • Analyser le curriculum et sanctionner tout contenu discriminatoire si nécessaire • Recruter du personnel chargé de la protection des enfants à l'école

En quoi l'éducation peut-elle contribuer à la réduction des effets néfastes du tribalisme et des rivalités ethniques?	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir la gratuité de l'école • Créer des écoles mixtes pour éviter la ségrégation des tribus et des groupes ethniques et encourager le brassage • Développer des programmes d'accès à l'éducation visant les populations exclues pour leur maintien dans le système éducatif. • Tenir compte des spécificités locales dans l'organisation globale de l'école
Curriculum	<ul style="list-style-type: none"> • Réviser les cours de civisme pour inclure les thèmes de l'identité congolaise, l'amour du prochain, l'acceptation et le respect des différences • Les curricula et les outils pédagogiques doivent à la fois tenir compte des réalités locales et être en adéquation avec le niveau national • Développer et améliorer les outils pédagogiques dans les langues locales
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> • Intégrer dans la formation des enseignants des éléments liés à la lutte contre le tribalisme et les rivalités ethniques. • Former ou remettre à niveau les enseignants sur les thèmes du civisme et de l'éducation à la citoyenneté • Promouvoir la formation des enseignants dans les langues locales pour permettre la mise en œuvre du bilinguisme à l'école • Renforcer la formation initiale des enseignants • Renforcer la capacité des inspecteurs pour veiller à la mise en œuvre de l'enseignement dans les langues locales
Infrastructures et espaces d'apprentissage	<ul style="list-style-type: none"> • Construire des espaces d'apprentissage inclusifs, durables et adaptés à la réalité locale • Mettre en place des installations sportives, comme instrument de promotion de l'intégration sociale et culturelle
Financement et gestion du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer que tous les acteurs se sentent impliqués et responsables de la gestion de l'école • Promouvoir la transparence dans la gestion • Responsabilisation • Créer des structures démocratiques de participation dans les écoles • Les nominations des cadres administrateurs des écoles doivent se faire sur la base des compétences plutôt que de l'appartenance ethnique

Facteurs de conflit	Politiques	Stratégies
Répartition inégale des ressources	<ul style="list-style-type: none"> • Bonne gouvernance • Justice sociale et équitable (mettre un terme aux politiques des bas salaires) • Combattre l'impunité • Promouvoir et valoriser la production locale (consommer local) • Changement des mentalités • Développer une politique pour l'emploi des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> • Restauration de l'autorité de l'Etat • Transparence • Justice équitable • Mise en œuvre d'un code éthique pour les agents de l'Etat • Redistribution équitable des ressources nationales • Renforcement des capacités judiciaires et opérationnelles (budget, responsabilisation, traçabilité des fonds déboursés) • Politique agricole • Suppression des obstacles (harcèlement politico-administratif) • Restauration de la confiance mutuelle entre les administrateurs et les

		administrés congolais et entre les congolais et les populations étrangères
		<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre de la nouvelle politique de la citoyenneté

En quoi l'éducation peut-elle contribuer à résoudre le problème des inégalités dans la répartition des ressources?	
Accès	<ul style="list-style-type: none"> • Campagne de sensibilisation pour la revalorisation de la profession enseignante et de leurs conditions de travail • Mener des recherches scientifiques afin d'identifier les besoins du marché (formel et informel) et ainsi résorber le chômage • Mettre en place la gratuité de l'éducation de base • Développer des programmes d'éducation non-formelle pour augmenter le taux d'alphabétisation des adultes • Développer des programmes alternatifs d'éducation fondamentale pour répondre aux besoins des jeunes déscolarisés, particulièrement dans les zones touchées par les conflits
Curriculum	<ul style="list-style-type: none"> • Actualiser et adapter les programmes scolaires en fonction des besoins réels et professionnels du pays • Formation professionnelle relative à des activités pertinentes pour le marché du travail • Intégrer un module sur l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires ; Concevoir et mettre en place des programmes de création directe d'emplois, contribuant ainsi à la réduction de la pauvreté • Promouvoir les partenariats entre les écoles et les entreprises locales dans le cadre de programmes d'enseignement technique • Création de nouvelles écoles techniques et amélioration des écoles existantes en adéquation avec les besoins du marché du travail
Enseignants	<ul style="list-style-type: none"> • Sensibiliser les enseignants et renforcer leurs capacités • Revaloriser la fonction enseignante • Développer des plans de carrière pour les enseignants, et travailler sur les objectifs de recrutement et de formation continue
Financement et gestion du secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Promouvoir un modèle de gestion collégiale réunissant l'Etat, les parents d'élèves et les écoles • Promouvoir la collaboration avec les acteurs privés • Promulguer la nouvelle loi sur le statut des enseignants pour améliorer leurs profils professionnels et leurs conditions de travail (salaires, retraites, etc.)

Conclusions et mécanismes de suivi

Au terme du Forum de dialogue politique, une feuille de route a été élaborée par les participants et des mécanismes de suivi ont été identifiés. Les principales conclusions du Forum sont les suivantes:

1. Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la RDC et ses partenaires techniques et financiers se sont engagés à intégrer l'éducation dans les politiques de consolidation de la paix et à faire de l'éducation un outil de prévention des conflits, de transformation et de cohésion sociale.
2. Le Forum a invité toutes les parties prenantes à soutenir les efforts du MEPSP dans l'élaboration d'un programme national relatif à l'éducation et à la consolidation de la paix sur la base des recommandations formulées au cours de la réunion.
3. Le Forum a insisté sur la nécessité de mobiliser tous les acteurs, y compris la société civile et le secteur privé à tous les niveaux (local, national et international) pour travailler sur la reconstruction du système éducatif et promouvoir, dans le cadre d'une approche multisectorielle et holistique, le rôle de l'éducation dans la recherche et la mise en œuvre de solutions durables pour la paix.
4. Un processus de contextualisation des normes minimales de l'INEE pour l'éducation en RDC sera également amorcé avec le soutien de l'INEE.
5. Même si une longue liste de politiques, stratégies et programmes spécifiques a été abordée pendant le Forum de dialogue politique, tous ces éléments ne seront pas repris dans le futur Programme national sur l'éducation et la consolidation de la paix de la RDC. Un comité technique déterminera les priorités et élaborera un programme complet qui intégrera les besoins aux niveaux national et local, ainsi que les priorités préalablement établies.

En vue d'assurer le suivi des recommandations élaborées lors du Forum de dialogue politique, la première étape consistait à mettre en place un **comité technique** présidé par la Cellule d'Appui Technique du MESP, avec la participation de l'UNICEF en RDC, FAWE en RDC, Espoir pour Tous, Ministère des Affaires Foncières, l'APEC, et l'ADEA.

Le comité technique est en charge des tâches énumérées ci-dessous:

- Peaufiner le rapport du forum
- Rédiger une première ébauche du programme d'éducation pour la paix
- Préparer les termes de références pour un consultant qui soutiendra le comité technique
- Préparer un communiqué de plaidoyer
- Assurer le suivi de la feuille de route

Les Prochaines étapes

- Consultant pour appuyer le Comité technique pour développer le programme et intégrer l'ensemble des résultats des analyses et études présentées dans le rapport, en concertation avec toutes les parties prenantes impliquées dans la mise en œuvre du plan d'action - décembre 2012
- Validation d'un programme multisectoriel – janvier 2013
- Intégration du programme dans le PIE et dans les stratégies du secteur éducatif - février 2012
- Plaidoyer en faveur d'actions de suivi qui vont au-delà du secteur de l'éducation, à travers d'autres groupes thématiques - décembre 2013

A la fin de la réunion, M. Dieudonné Lufunisabo Bundoki, Secrétaire général du MEPSP, a approuvé les conclusions présentées en clôture du forum et a souligné l'engagement du MEPSP en vue de soutenir pleinement le développement du programme d'éducation pour la paix. Les participants ont également exprimé leur intérêt à poursuivre la collaboration et à veiller à ce que le programme d'éducation pour la paix soit effectivement mis en œuvre dans le pays. Au nom des organisateurs, Mme Barbara Bentein, directrice de l'UNICEF en RDC, a remercié tous les participants et a réaffirmé l'engagement de l'UNICEF en faveur de la consolidation de la paix à travers l'éducation.

A la suite du Forum de dialogue politique, un résumé des recommandations formulées pendant la réunion a été remis au Partenariat mondial pour l'éducation (PME) à l'appui de sa décision finale pour l'attribution de fonds en faveur de la RDC. En ce sens, le PME a approuvé en novembre 2012, une aide de 100 millions de dollars pour la RDC, destinée à améliorer l'accès à l'enseignement primaire à travers la réhabilitation et la construction de salles de classe ; à améliorer les acquis de l'apprentissage des élèves à travers la diffusion de matériel pédagogique de meilleure qualité et le renforcement de la formation des enseignants ; et à améliorer la gestion dans le secteur de l'éducation. Il est attendu du prochain programme national sur l'éducation pour la paix qu'il permette de répondre non seulement à un certain nombre des besoins majeurs du système éducatif dans le pays, mais aussi d'aborder quelques-uns des facteurs de conflit qui ont été identifiés comme ayant un impact sur l'équité en matière d'accès à l'éducation et sur la qualité de l'éducation.

Annexe I. Agenda du Forum de dialogue politique

1^{er} jour	
Objectifs: Identifier les principaux facteurs de conflit en RDC ainsi que le rôle de l'éducation dans l'atténuation ou l'aggravation des conflits	
8:00 – 8:30	Inscription des participants
8:30 – 9:00	Accueil – Secrétaire Général du MEPSP Discours des organisateurs – Représentant de l'INEE Représentant de l'ADEA Représentant de l'UNICEF Représentant de l'USAID Discours d'ouverture – S.E. Monsieur le Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel de la RDC
9:00 – 9:15	Présentations des fondements et de l'objet du Forum de dialogue politique Aperçu de l'agenda et des objectifs Intervenant : MEPSP – Cellule d'Appui Technique
9:15 – 9:45	Présentation des participants
9:45 – 10:15	Cocktail de bienvenue
10:15 – 11:00	Le rôle de l'éducation dans la construction de l'Etat et la consolidation de la paix – INEE Résultat: Compréhension commune des multiples facettes de l'éducation et de son rôle dans les processus de consolidation de la paix Cadre holistique de l'ADEA en matière d'éducation Résultat: Importance de traiter les offres éducatives, dans leur diversité, quels que soient leur public cible, leurs modalités de prestation et le sous-secteur auquel elles appartiennent. Discussions
11:00 – 12:30	Le contexte de la RDC: <ul style="list-style-type: none"> Le New Deal pour les Etats fragiles: G7+ - Ministère du Plan STAREC, le PCP et l'I4S - Bureau intégré de la MONUSCO Les conflits en DRC : contexte général – Search for Common Ground et ADEA Brèves présentations suivies d'un échange avec les interlocuteurs des différents ministères Résultat: Les principales conclusions de l'analyse socio-économique et politique ainsi que les principaux facteurs de conflit en RDC seront présentées et serviront de base pour identifier les besoins concrets des autres secteurs en matière de politiques.
12:30 – 13:30	Déjeuner
13:30 – 15:30	Education et conflits Discussions en groupe - Dynamique de conflit et leur impact sur l'éducation. - En quoi l'éducation peut-elle aggraver ou atténuer les conflits en RDC. Exposés en plénière suivis de commentaires et recommandations tirées des études menées par l'UNICEF et l'ADEA. Résultat: À la fin de la session, les participants ont identifié les principaux effets des conflits sur l'éducation et le rôle que l'éducation joue soit pour les aggraver soit pour les atténuer. Les participants identifient de 3 à 5 dynamiques de conflit à aborder par le secteur de l'éducation.
15:30 – 15:45	Pause

15:45 – 17:30	<p>Quelles sont les solutions déjà mises en œuvre en RDC?</p> <p>Présentation et discussion du Plan Intérimaire pour l'Education, des politiques éducatives, et des priorités nationales. Dans quelle mesure participent-ils à l'atténuation et la prévention des conflits et quels sont les liens avec la consolidation de la paix – 45 minutes</p> <p>Présentation et discussion des politiques et programmes mis en œuvre par le Ministère des Affaires Sociales, Actions Humanitaires et Solidarité Nationale (MAS) et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et Universitaire (ESU) – 45 minutes</p> <p>Résultat: Identification des principales politiques en matière d'éducation et des priorités nationales pour faire face aux conflits et contribuer à la consolidation de la paix</p>
---------------	--

<p>2^{ème} jour</p> <p>Objectifs: Identifier les stratégies et politiques concrètes qui permettront à l'éducation de devenir un vecteur de paix.</p>	
8:30 – 9:00	<p>Récapitulation du jour précédent – Résumé des facteurs de conflit et leurs effets sur l'éducation, le rôle de l'éducation dans la prévention et l'atténuation des conflits et l'appui au processus de consolidation de la paix, et les principales politiques déjà mises en œuvre</p>
9:00 – 10:15	<p>Panel: Expériences des pays ayant intégré des programmes d'éducation qui contribuent à l'atténuation et la prévention des conflits – Politiques mises en œuvre pour renforcer le système éducatif et leur rôle dans les processus de consolidation de la paix au Kenya et au Libéria.</p> <p>Résultat: Exemples de politiques d'éducation qui contribuent à faire avancer le processus de consolidation de la paix et à atténuer des conflits – Défis et recommandations</p> <p>Panélistes: Ministère de l'éducation du Kenya et ADEA</p>
10:15 – 10:30	Pause
10:30 – 12:00	<p>Panel: Expériences de mise en œuvre de programmes contribuant à atténuer et à prévenir les conflits en RDC et qui promeuvent la consolidation de la paix.</p> <p>Résultat: Exemples de programmes d'éducation qui contribuent à faire avancer le processus de consolidation de la paix et à atténuer des conflits – Défis et recommandations</p> <p>Panélistes: Espoir pour Tous, International Rescue Committee, UNESCO et UNICEF</p>
12:00 – 13:00	<p>Quelles politiques peuvent faire de l'éducation un vecteur de paix?</p> <p>Travail en groupes et discussions avec les participants</p> <p>Résultat: Identification des politiques nécessaires pour relever les défis de l'éducation et faire en sorte que l'éducation devienne un vecteur de paix en RDC</p>
13:00 – 14:00	Déjeuner
14:00 – 15:30	<p>Quelles stratégies peuvent faire de l'éducation un vecteur de paix?</p> <p>Résultat: Identification des principales stratégies nécessaires pour relever les défis de l'éducation en RDC – Approche sectorielle</p> <p>Discussion avec les participants</p>
15:30 – 15:45	Pause
15:45 – 17:00	Recommandations concernant les politiques prioritaires sur la base des présentations et les discussions

3^{ème} jour Objectifs: Elaborer une feuille de route, de portée nationale, comprenant les politiques et programmes concrets requis pour contribuer significativement aux processus de consolidation de la paix en RDC	
8:30 – 9:00	Récapitulation du jour précédent – Bref résumé des principales recommandations formulées concernant les politiques et stratégies prioritaires – Ouverture de la 3 ^{ème} journée
9:00 – 10:15	Examen des politiques et programmes de l'éducation - Présentation des résultats de l'atelier de 3 jours sur la consolidation de la paix dans l'éducation (MEPSP/UNICEF) (par un <i>PROVED</i> y ayant participé) - Identification des lacunes que le programme d'éducation pour la paix devraient prendre en considération : Analyse du Plan Intérimaire de l'éducation (PIE) par l'ADEA Travail en groupe pour passer en revue les politiques et stratégies proposées en lien avec le PIE – Identification des lacunes et élaboration de feuilles de route. Résultat: Des feuilles de route qui comprennent les politiques et programmes essentiels pour que l'éducation contribue à atténuer les conflits et consolider la paix
10:15 – 10:30	Pause
10:30 – 12:00	Suite de l'examen des politiques et programmes de l'éducation
12:00 – 13:00	Discussions en plénière Présentation des résultats et recherche d'un consensus. Résultat: Présentation des propositions de feuille de route
13:00 – 14:00	Déjeuner
14:00 – 15:30	Identification des mécanismes de suivi pour soutenir la mise en œuvre des feuilles de route et les recommandations - Recherche d'une approche sectorielle
15:30 – 16:30	Conclusions et prochaines étapes Résultat: Identification des rôles et responsabilités pour la mise en œuvre de la feuille de route Mot de clôture de l'UNICEF Mot de clôture du SG - MEPSP
16:30 – 17:30	Cocktail de clôture

Annexe II. Liste des participants

N°	Nom	Titre	Institution
1	Jovin Mukadi	Conseiller auprès du Ministre de l'éducation	MEPSP
2	Valère Munsya	Coordonnateur de la Cellule d'Appui Technique	CAT/MEPSP
3	Valentin Ngandu	Conseiller auprès du Ministre	Cabinet/MEPSP
4	Anne-Marie Nzumba	Directeur-Chef de Service des Programmes Scolaires et Matériel Didactique	MEPSP
5	Hamissou Oumarou	Cellule d'Appui Technique	CAT/MEPSP
6	Jean Baudouin Lokengana	IPPAF/01	MEPSP
7	Fabien Batutelamio	PROVED	MEPSP
8	Chistophe Kamonyanane	PROVED P03	MEPSP
9	Jean-Pierre Kassongo Katamba	Chargé de Division	MEPSP/SG
10	Antoine Asani Muhiya	PROVED - Maniema	MEPSP
11	Ernest Amula Jal'Ubinyo	PROVED - Ituri	MEPSP
12	Baudoin Lokengama	Inspecteur principal provincial adjoint chargé de la formation	MEPSP
13	Laurent Kibondo Bin Swedi	Proved de la province educationnelle Katanga III, District du Tanganika	MEPSP
14	Jean Denis Tiyo	Conseiller technique de la Coordinatrice Provinciale des ecoles conventionnees protestantes de l'Equateur.	MEPSP
15	Maurice Ilunga	CD/Expert	Ministère des Affaires Sociales
16	Albert Diheka-Losongo	Conseiller	Ministère de la Communication et des Médias INC
17	Bongolo Lebadu	Chef de Division	Ministère du Plan
18	Njerba Kasunga Gabriel		Ministère des Affaires Foncières
19	Hugues Tshiunza	Assistant ICTR	Ministère des Finances
20	Fofu Moboni	Conseiller	Ministère de la Justice et des droits humains
21	Roger Konde	Conseiller	Ministère des Finances
22	Charles Gitau Mwaniki	Assistant Director Quality Assurance and Standards	Ministère de l'éducation du Kenya
23	Cecilia Baldeh	Chef du Programme d'Education	UNICEF
24	Fredrich Affolter	Spécialiste de l'Education	UNICEF
25	Christian Rhuhune	Chargé du Programme d'Education	UNICEF
26	Aimé Dunia Manala	Project Officer Education / Chargé du Programme d'Education	UNICEF
27	Antoine Maleka	Project Officer Education / Chargé du Programme d'Education	UNICEF
28	Tracy Sprott	Spécialiste de l'Education	UNICEF
29	Elena Locatelli	Spécialiste de l'Education	UNICEF- Zone Est
30	Pliques Bofanga	Assistant de Programme Sénior	UNICEF
31	Diop Meissa	Spécialiste du Programme	UNESCO
32	Koen Van Acoleyen	Attaché pour la Coopération et l Développement	Agence belge de développement
33	Aliou Tall	Chargé d'Education	USAID
34	Janice Dolan	Conseillère en Education	DFID
35	Dolores Rescheleit	CT	GIZ

36	Ronja Hoelzer	Responsable de Projet "German BACKUP Initiative - Education in Africa"	GIZ
37	Boubakar Lombo	Coordonnateur pour l'éducation	Save the Children
38	Aissatou Baldé	Conseiller technique pour l'éducation	IRC
39	Mabiala Ma-umba	Directeur de Projet OPEQ	IRC
40	Nicole Kimbanda Matata	Coordonnateur National	Forum des éducatrice africaines – FEA / FAWE RDC
41	Luc Lutala	Président du Conseil Administratif	Espoir pour Tous
42	Robert Nyembo	Président National	APEC - Action pour la Promotion de l'Entrepreneuriat au Congo
43	Charline Burton		Search for Common Ground
44	Aben Ngay		Education Development Center (EDC)
45	Sebastian	Expert	-
46	Félix Kalume	Chercheur	
47	Mohamed Chérif Diarra	Coordonnateur du Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques	ADEA
48	Houraye M. Anne	Point focal pour l'Education & les Finances, Groupe de travail de l'ADEA sur la gestion de l'éducation et l'appui aux politiques	ADEA
49	Maria Lucia Uribe	Coordonnatrice adjointe pour l'Education et la Fragilité	INEE
50	Willy Kande Kabasele	Journaliste sportif	RTNC
51	Irene Mpiana	Journaliste	Digital Congo
52	Mwana-Nteba Marcellin	Journaliste	RTNC
53	Honoré Mbenga	Journaliste	APA
54	Kapuku Morcel	Journaliste	School Radio